

Décerné par Tebboune

L'ORDRE DU MÉRITE À DEUX MOUDJAHIDINE

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7539 – MERCREDI 15 MARS 2023.
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

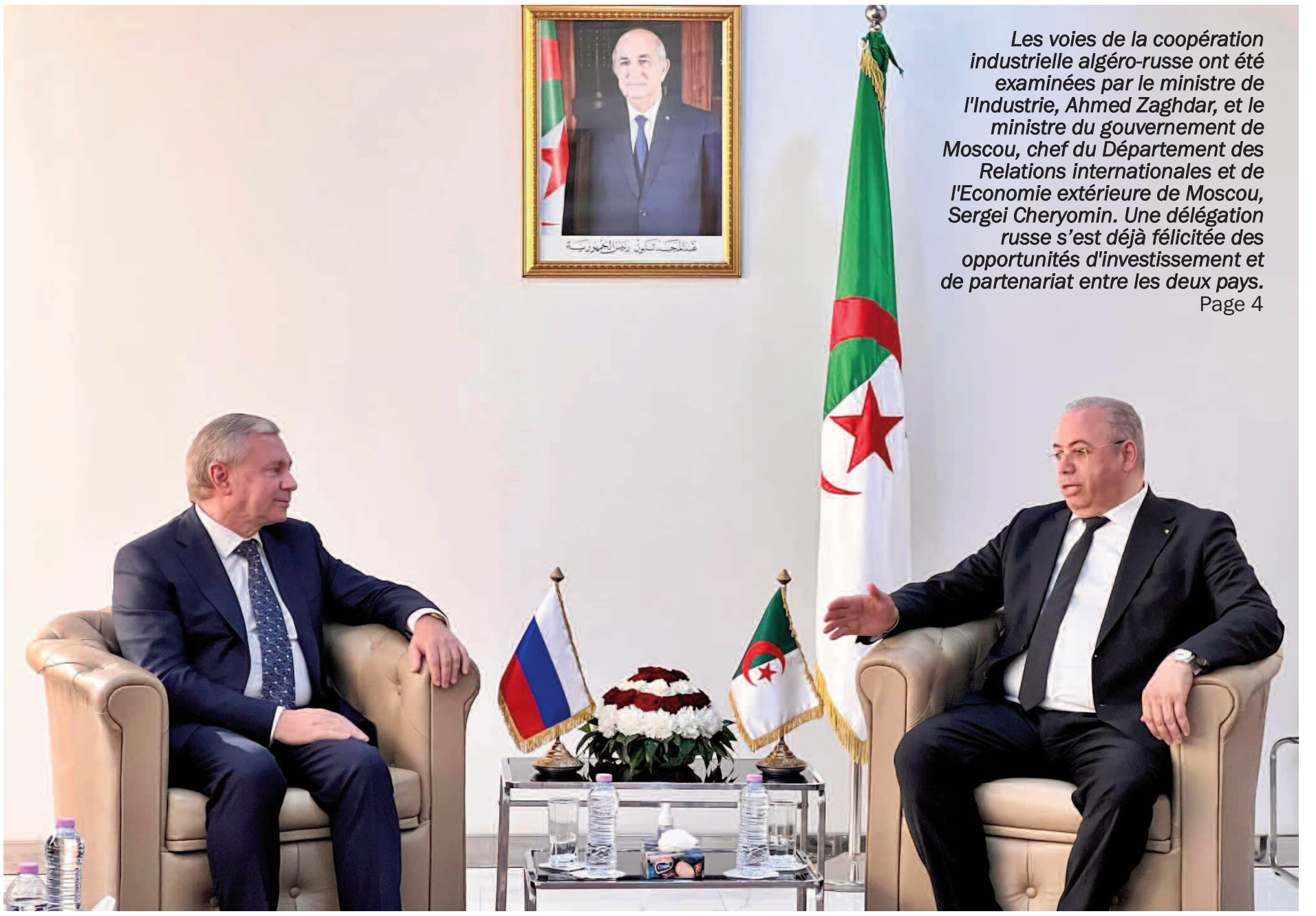
Examens de fin d'année

LE BEM ET LE BAC ENTRE LE 5 ET LE 15 JUIN

Page 24

ALGÉRIE-RUSSIE

UNE SOLIDE COOPÉRATION



Les voies de la coopération industrielle algéro-russe ont été examinées par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar, et le ministre du gouvernement de Moscou, chef du Département des Relations internationales et de l'Economie extérieure de Moscou, Sergei Cheryomin. Une délégation russe s'est déjà félicitée des opportunités d'investissement et de partenariat entre les deux pays.

Page 4

AGENCE SANITAIRE ARABE

Une locomotive commune

Page 2

PATRONAT

Zergoune président de la CAPC

Page 4

EN PRÉVISION DU RAMADHAN

Importation de 10 000 bovins

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

58e SESSION DU CONSEIL DES MINISTRES ARABES DE LA SANTÉ

Création de l'Agence arabe pour le développement de la santé

Le Conseil des ministres arabes de la Santé a adopté, hier, les deux propositions de l'Algérie, à savoir la création d'une agence arabe pour le développemenst de la santé, qui sera installée en Algérie, et un centre arabe de coopération et de recherche sur le VIH/sida, pour renforcer la coopération en matière de santé.

A l'issue des travaux de la 58e session du Conseil des ministres arabes de la Santé, qui ont débuté avant-hier à Alger sous le thème « Renforcer le système de sécurité sanitaire afin d'améliorer la santé de la population », les deux propositions émises par l'Algérie, notamment par rapport à la création d'une agence arabe pour le développement de la santé et d'un centre de coopération et de recherche sur le VIH/sida ont été validées par les ministres arabes de la Santé.

Il est question également de mettre en place de nouveaux mécanismes pour améliorer la santé de la population dans les pays arabes. Selon le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, « cette agence arabe de développement sanitaire contribuera à la concrétisation d'une vision commune, en organisant des conférences, des séminaires sur la santé, tout en garantissant une assistance technique et des bourses pour les étudiants ».

Le premier responsable de la santé a précisé que l'Algérie, honorée d'abriter cette session ordinaire, accorde un intérêt capital au secteur de la santé, à travers la numérisation des établissements sanitaires de proximité du citoyen et leur dotation de tous les moyens modernes pour une meilleure charge des citoyens, insistant sur l'importance de la formation de la ressource humaine à travers le territoire national.

Il a, par ailleurs, ajouté que « cette rencontre démontre une volonté politique sincère de s'occuper des questions arabes et des problèmes qui entravent l'action arabe commune dans le domaine de la santé », appelant à « resserrer les rangs et conjuguer les efforts pour garantir une meilleure prise en charge sanitaire pour la population arabe ».

M. Saihi a réitéré son soutien aux centres et organismes arabes qui opèrent dans le domaine sous la bannière de la Ligue des Etats arabes. Il a, à cet effet, salué les efforts consentis visant à élever le niveau scientifique et technique des institutions de santé. « Nous devons également tendre la main à la Ligue des Etats arabes en tant que principal moteur de l'action arabe commune pour mener à bien sa mission », a-t-il souligné.



Le Dr Khaled Abd El Ghafar, ministre de la Santé de la République d'Egypte a, pour sa part, salué l'engagement de l'Algérie pour assurer le succès de ce rendez-vous incontournable. Il a, par ailleurs, mis en avant l'importance du tourisme thérapeutique et son apport positif sur l'économie des pays arabes, appelant ces derniers à adopter cette stratégie efficiente.

Selon le même interlocuteur, la création de l'agence arabe de développement de la santé va permettre d'échanger les expériences entre les pays arabes et coordonner les efforts pour faire face aux dangers sanitaires. « Le centre arabe de coopération et de recherche sur le VIH va ouvrir le champ à la création de centres de coopération pour poursuivre les politiques sanitaires et lutter contre le sida », a-t-il souligné. La proposition de l'Egypte concernant la création de l'agence arabe du médicament a également été validée. Cette agence, a noté le ministre égyptien, va permettre de consolider l'action commune arabe dans le domaine de la santé et de garantir la disponibilité permanente des médicaments dans tous les pays arabes, à travers l'ouverture de nouveaux marchés de médicaments à l'échelle locale, régionale et internationale.

Pour sa part, l'ambassadrice, le Haifa Abu Ghazaleh, secrétaire générale adjointe, chef du secteur des affaires sociales de la Ligue des Etats arabes, a salué l'Algérie pour le succès de cette rencontre, mettant en avant la nécessité de développer une action commune arabe dans le domaine de la santé. « Toutes les propositions ont été adoptées par les ministres arabes pour arriver à l'unification des décisions », a-t-elle indiqué.

Pour rappel, en intervenant à l'ouverture des travaux du bureau exécutif du Conseil des ministres arabes de la Santé, organisé à l'hôtel El-Aurassi, à Alger, sous le thème « Renforcer le système de sécurité sanitaire afin d'améliorer la santé de la population », le ministre de la Santé avait affirmé que « l'Algérie, en tant que présidente des Etats arabes et présidente du Conseil des ministres dans la 58e session, veillera au renforcement des principes de la coopération arabe ainsi qu'à la promotion d'une action commune ».

Il avait également insisté sur l'importance que revêt ce rendez-vous d'envergure qui, selon lui, allait permettre d'« examiner les propositions algériennes visant à établir une stratégie commune et des institutions régionales, en vue de développer et d'améliorer le service sanitaire et prendre en charge les préoccupations des citoyens ».

Le premier responsable du secteur avait fait savoir que les questions prioritaires étaient au programme, à savoir les différents défis et évolutions qui se présentent, afin de faire face aux menaces sanitaires éventuelles.

Il était question, notamment, des propositions de l'Algérie concernant la création d'une agence arabe pour le développement de la santé et un centre arabe de coopération et de recherche sur le VIH/sida, qui sera basé en Algérie, ainsi que la proposition de l'Egypte pour la création d'une agence arabe du médicament.

La proposition de création d'une agence arabe pour le développement de la santé contribuera, a soutenu M. Saihi, « à la concrétisation d'une vision commune, en organisant des conférences, des séminaires sur la santé, tout en garantissant une assistance technique et des bourses pour les étudiants. En vue de l'importance de cette rencontre, il a, par ailleurs, appelé à « intensifier les efforts et renforcer la coopération afin de se tenir au courant de toutes les transformations et de tous dangers qui guettent tous les pays arabes ».

Le Dr Khaled Abd El Ghafar, ministre de la Santé de la République d'Egypte, avait, quant à lui, salué l'engagement de l'Algérie pour assurer le succès de ce rendez-vous incontournable, insistant sur l'impératif de conjuguer les efforts afin d'exécuter sur le terrain les décisions et mesures adoptées pour assurer la sécurité sanitaire et sociale des populations arabes.

Cette session, faut-il le noter, s'inscrit dans la continuité des travaux de la 31e session du sommet arabe durant lequel le président de la République avait présenté des propositions constructives parmi lesquelles la conjugaison des efforts en vue de consolider les capacités collectives arabes en matière de riposte aux défis qui se présentent dans le domaine de la santé.

Samia Acher

LA 25e ÉDITION SE DÉROULERA DU 3 AU 6 MAI À ORAN

Le SIMEM, 25 ans au service de la santé

PLUS DE 200 exposants sont attendus à la 25e édition du Salon international de la santé SIMEM, qui se tiendra au Centre des conventions d'Oran (CCO) du 3 au 6 mai prochain, a annoncé Yasmine Chaouche, directrice d'Evencia, la structure organisatrice de cet événement incontournable pour les professionnels de la santé.

Pour cette 25e édition du SIMEM, Evensia a misé gros en donnant une nouvelle appellation au Salon, soit le Salon international de la santé au lieu du Salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement médical. Yasmine Chaouche a tenu à assurer, lors d'un point de presse tenu à Alger, que tous les moyens sont mobilisés, avec la participation des partenaires et des exposants, pour assurer une réussite totale de cette manifestation spécialisée, à la fois économique et scientifique, au profit des professionnels de la santé. « Le SIMEM est le plus ancien et le plus important Salon dédié à la santé en Algérie. Fondé en 1998, il s'est imposé dès lors comme un événement majeur pour les professionnels du domaine », a-t-elle rappelé, soulignant que le SIMEM continue sa progression en augmentation de surface. Il réalise cette année un bond de 53% de plus en surface d'exposition par rapport à l'année précédente.

Cette 25e édition du SIMEM sera marquée par un nombre d'exposants plus important que l'année dernière, à savoir 200 exposants représentant 500 firmes de 27 pays. « Jusqu'à présent, nous avons enregistré 165 confirmations de participation au Salon, dont 143 nationaux et 22 étrangers, et on table sur plus de 200 exposants et 10 000 visiteurs », a précisé Yasmine Chaouche.

L'analyse des participations confirmées à ce jour montre, qu'à côté des opérateurs algériens (industriels, importateurs ou prestataires de services), dont le taux est estimé à 33,8%, les autres firmes présentes ou représentées viennent pour 34,3% de l'Asie, 28,6% d'Europe et 03,2% d'Afrique et des Amériques. Les pays les plus représentés cette année sont la Chine (23,2% à elle seule), la France (7,4%), l'Allemagne (6,7%), l'Italie (5,4%) et la Corée du Sud (3,5%). Selon Yasmine Chaouche, ce rendez-vous des professionnels de la santé permettra aux visiteurs de découvrir les innovations, les nouveautés ainsi que les promotions, et pourront comparer les solutions équipements-produits-services dans des domaines aussi variés que l'imagerie médicale, le laboratoire d'analyse, le bloc opératoire, l'instrumentation, la dentisterie, l'orthopédie, le mobilier médical, l'hygiène hospitalière, divers dispositifs médicaux, les consommables médicaux et divers services auxiliaires. Et comme à l'accoutumée, les exposants de la jeune industrie algérienne des produits de santé côtoient les firmes étrangères et les partenaires algériens de ces dernières. L'émulation est de mise, pour le plus grand bonheur des établissements de santé et des praticiens.

Côté scientifique, les partenariats conclus avec des universités, des organismes spécialisés, des sociétés savantes et des sociétés de formation ont permis l'élaboration d'un riche programme de communications, de symposiums et d'ateliers répartis simultanément sur 4 salles du CCO pendant les 4 jours du Salon. Dans le cadre de ces JSS (journées scientifiques du SIMEM), et sous le thème général de « Avancées technologiques et amélioration des soins de santé », les spécialistes et les chercheurs partageront leurs connaissances avec les visiteurs professionnels et les étudiants des filières médicales et biomédicales.

Par ailleurs, l'espace « Talk & Show », pouvant accueillir une centaine de personnes et totalement ouvert sur l'exposition, verra se succéder, à un rythme soutenu, panels de vulgarisation, présentation d'équipements et de produits, démonstrations, projections de vidéo spécialisées, présentations de sociétés, animations primées (25 beaux cadeaux chaque jour), et autres interventions qui captera, sans nul doute, l'intérêt de tout chacun.

Lynda Louifi

BOUGHALI REÇOIT L'AMBASSADEUR DE CHINE

Renforcer les relations bilatérales

Les relations stratégiques unissant l'Algérie et la Chine, consacrées par un dialogue politique de haut niveau, et les potentialités dont recèlent les deux pays en termes d'intégration économique et de présence géopolitique et diplomatique sur les scènes régionale et internationale étaient au centre des discussions entre le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali et l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Li Jian. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de la chambre basse du Parlement.



Les discussions entre les deux parties, qui se sont déroulées au siège de l'APN, ont porté sur les relations stratégiques liant l'Algérie et la Chine dans plusieurs domaines, et consacrées par un dialogue politique de haut niveau, a précisé la même source.
Cette rencontre a constitué une occasion pour M. Boughali pour mettre en exergue les potentialités et les grandes opportunités d'investissement dont dispose l'Algérie dans plusieurs secteurs, tout en rappelant que le pays, «connait un départ prometteur sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebounne ».
Il a salué, en outre, les efforts déployés par la partie chinoise pour accompagner l'Algérie dans la réalisation de plusieurs infrastructures.
Au volet parlementaire, le président de l'APN a salué le niveau des relations entre les deux pays tout en réaffirmant l'importance de cette coopération en tant que «facteur de rapprochement» ainsi que l'encouragement de la tradition de concertation aux niveaux international et régional, en vue de la coordination et du rapprochement de vues sur les question d'intérêt commun» sans omettre le rôle des groupes parlementaires d'amitié dans le renforcement de ces liens. Evoquant la politique étrangère de l'Algérie, le premier responsable de la Chambre basse du Parlement a réaffirmé «la position de l'Algérie en faveur des efforts de paix et de règlement des conflits, son attachement au principe de non-ingérence dans les affaires internes des pays, et son appel à la nécessité de se conformer à la légalité internationale en vue de permettre aux peuples d'exercer leur droit à l'autodétermination, avec à leur tête les deux peuples palestinien et sahraoui».
De son côté, l'ambassadeur chinois a salué «le progrès réalisé par l'Algérie en matière d'amélioration du climat des affaires et de l'investissement», exprimant à ce propos «l'intérêt majeur qu'accordent les opérateurs économiques chinois à l'établissement de partenariats mutuellement bénéfiques avec leurs homologues algériens, notamment au vu des opportunités offertes dans le cadre de la loi sur les investissements qui prévoit une stabilité législative et une meilleure vision pour les investisseurs étrangers». Il s'est, en outre, félicité du rôle «pivot» de l'Algérie dans le monde arabo-musulman, et de «son leadership avéré dans l'espace méditerranéen et sur la scène africaine», transmettant à M. Boughali les félicitations de son homologue chinois.
Il est à noter que le président de la République, Abdelmadjid Tebounne, effectuera une visite officielle en Chine au cours de cette année. Selon des experts, cette visite est censée réaliser un bond qualitatif dans les relations algéro-chinoises, et insuffler un contenu plus solide et diversifié au partenariat global que les deux pays ambitionnent d'asseoir.

Mohamed Mecelti

SAHARA OCCIDENTAL

Inquiétudes sur l'état de santé des prisonniers sahraouis

LA MILITANTE française des droits de l'Homme, Claude Mangin, a fait part des entraves dressées par le régime du Makhzen pour l'empêcher de voir son mari, le prisonnier sahraoui Naama Asfari, qu'elle n'a pu approcher depuis 4 ans.
Elle a exprimé ses craintes quant à l'état de santé des prisonniers sahraouis dans les geôles du colonisateur marocain, où ils sont «maltraités de manière systématique».
« Mon mari et ses compagnons du groupe de Gdeim Izik incarcérés depuis près de 12 ans -ils sont actuellement encore 19- et tous les autres prisonniers sahraouis sont maltraités de manière systématique dans les prisons marocaines, et ce depuis toujours », a-t-elle témoigné dans une déclaration.
Elle a dit être particulièrement inquiète pour la santé de trois étudiants sahraouis emprisonnés depuis 7 ans et condamnés à de lourdes peines (15, 12 et 10 ans de prison ferme), en grève de la fin depuis le 20 février.
Dans ce registre, la militante a appelé la communauté internationale à faire pression sur le Maroc pour qu'il lève l'état de siège imposé aux territoires occupés du Sahara occidental depuis plusieurs années.
«Le Maroc doit être obligé de lever cet état de siège permanent qu'il a mis, depuis 2014, autour du Sahara occidental occupé», a affirmé Mme Mangin, au moment où le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme, Volker Türk, vient d'indiquer que le bureau qu'il dirige depuis 2022 n'a pas effectué de mission au Sahara occidental depuis huit ans, soulignant qu'il était très important d'être en mesure de le faire à nouveau.
Rappelant que plusieurs institutions comme le Comité onusien contre la torture et le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies ne cessent de condamner Rabat depuis plus de 10 ans, Claude Mangin s'est félicitée de l'adoption, en janvier dernier par le Parlement européen, d'une résolution condamnant le Maroc, pour la première fois en 25 ans, pour, entre autres, atteinte à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.
Relevant que ce vote a ouvert «la boîte de Pandore», la militante, qui s'exprimait à l'occasion d'une visite dans les Camps de réfugiés sahraouis, a néanmoins regretté que cette résolution n'ait pas évoqué la question du Sahara occidental, que les «sbires marocains voulaient empêcher de faire émerger». Sur le plan médiatique, Mme Mangin a indiqué que cette résolution a également «ouvert des chemins», notant qu'il y a eu plusieurs articles dans des journaux comme l'Humanité et Marianne pour dénoncer le black-out sur la question sahraouie.
D'autre part, Mme Mangin a estimé que l'année 2023 sera «décisive» pour la cause sahraouie, puisque la Cour européenne de Justice (CJUE) doit statuer définitivement sur les accords de libre-échange signés entre le Maroc et l'UE et étendus illégalement au Sahara occidental occupé.
Exprimant son optimisme quant à une issue favorable de ce nouveau procès, elle a fait savoir que les décisions de la CJUE seront cette fois-ci «définitivement approuvées» et «exécutoires».
Sur un autre registre, Mme Mangin a indiqué que les révélations sur l'utilisation par le Maroc du logiciel espion de fabrication sioniste Pegasus, en juillet 2021, avait constitué un «moment de rupture» pour les journalistes français, devenus plus enclin à s'intéresser à la question sahraouie dont le traitement médiatique en France était jusque-là soumis à un black-out total.

S.O.B.

PRÉSIDENCE

Tebboune décerne l'Ordre du mérite à deux moudjahidine

LE PRÉSIDENT de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a décerné, hier, la médaille de l'Ordre du mérite national au rang de «Ahid» aux moudjahidine, Abdallah Debbagh et Othman Damerdji, derniers membres du commando des hommes grenouilles qui a constitué un saut qualitatif dans la lutte armée durant la Guerre de libération.
Le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Laïd Rebiga a remis, au nom du président de la République, la médaille ainsi qu'une attestation de reconnaissance aux deux moudjahidine, lors d'une visite à leurs domiciles à Alger, en présence du Secrétaire général (SG) du Conseil de l'ordre du mérite national à la Présidence de la République, M. Mohamed Salah Aka.
Cette distinction intervient en application du décret présidentiel n 23-80 du 8 chaâbane 1444, correspondant au 1 mars 2023.

M.D.

CONFÉRENCE SUR LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE

Défis environnementaux, une priorité pour l'Algérie

LES LÉGISLATIONS et les politiques nationales générales élaborées à partir de la Constitution de 2020 témoignent de la grande importance qu'accorde l'Algérie. C'est ce qu'a affirmé hier le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi.
Dans une allocution à l'ouverture des travaux de la deuxième Conférence sur la justice environnementale en Méditerranée, organisée par le ministère de la Justice en collaboration avec les responsables du programme «Euro-méditerranéen-Justice V» et «l'Agence européenne de coopération en matière de Justice Pénale (Eurojust)», M. Tabi a souligné que l'Algérie «a œuvré et continue d'œuvrer à asseoir un système judiciaire pour la protection de l'environnement, en s'appuyant sur les principes les plus importants consacrés dans les conventions internationales adoptées».
Après avoir souligné que la Conférence d'Alger intervient dans un contexte mondial marqué par des crises climatiques et des risques environnementaux, le ministre a affirmé que «l'Algérie est consciente de l'ampleur des défis environnementaux et accorde de ce fait, une grande importance à ce volet dans ses législations et ses politiques générales», citant ce qui est stipulé dans le préambule de la Constitution de 2020.
Rappelant l'arsenal juridique mis en place pour la protection de l'environnement, le ministre a mis l'accent sur la loi relative à la protection de l'environnement dans le cadre du développement durable, étant le cadre idoine dans ce domaine, outre les dispositions de la nouvelle loi sur l'investissement qui impose à l'investisseur le respect de la législation et les normes en vigueur, notamment celles relatives à la protection de l'environnement.
Cette conférence de deux jours vise à encourager les pays méditerranéens à adapter leur cadre législatif au cadre international spécifique au traitement des problématiques environnementales comme le changement climatique, la pollution et les menaces pesant sur la biodiversité.

M.D.

ACCORD D'ASSOCIATION AVEC L'UE

Ali Bey Nasri : «La renégociation doit porter sur l'intérêt de l'Algérie»

LA VISITE du Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, a relancé le débat sur la nécessité de revoir l'accord d'association avec l'Union Européenne, en fonction d'une vision gagnant-gagnant. Jugé en défaveur du pays, l'Algérie avait exprimé officiellement sa volonté de revoir l'accord d'association avec l'Union européenne. Les plus hautes autorités du pays s'activent en effet à mettre en œuvre la révision des dispositions de l'Accord d'Association avec l'Union Européenne, en fonction d'une vision gagnant-gagnant. Pour arriver à cela, «il ne faut pas que l'Europe considère l'Algérie comme une simple pile électrique», selon Ali Bey Nasri, président de l'association nationale des exportateurs algériens et expert et consultant en export. S'exprimant hier sur les ondes de la radio chaîne 3, il a souligné la nécessité de tirer profit de la situation qui prévaut en Europe qui vit une crise énergétique sans précédent. Une situation qui a fait de l'Algérie la destination incontournable en tant que fournisseur fiable d'énergie, notamment de gaz qui fera de l'Algérie un acteur majeur dans le plan énergétique de l'Europe. «Si l'Algérie a un rôle majeur à jouer en Europe sur le plan énergétique, à nous de faire valoir cet avantage, de savoir tirer profit de cette situation», a précisé Ali Bey Nasri, signalant que la crise de l'énergie en Europe a même remis en cause l'exploitation du charbon et du nucléaire. «Il y a donc une forte demande. Il nous appartient de définir une stratégie fructueuse et souveraine», a-t-il précisé. A ce propos, la négociation de l'Accord d'Association Algérie-Union Européenne doit porter sur l'intérêt de l'Algérie en premier lieu. Selon cet expert en export, il faudrait revoir plusieurs articles tout en essayant de faire des propositions. Il s'agit de revoir les quotas qui nous sont alloués, permette à l'Algérie d'exporter sans barrières et à l'Europe d'activer tous les articles concernant la recherche, la formation, l'ouverture des grandes écoles aux étudiants et investisseurs algériens, a préconisé l'intervenant. En plus de cela, le plus important étant de revoir l'esprit de cet Accord d'Association en créant des relations équilibrées, selon l'invité de rédaction de la radio, soulignant la nécessité de s'inscrire dans une approche stratégique et politique que dans une approche strictement commerciale.

Hamid B.

RAHMOUN ZERGOUNE NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA CAPC :

«La Confédération demeurera une force de proposition»

Changement à la tête de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC). C'est Rahmoun Zergoune, qui a été plébiscité nouveau président de l'organisation patronale, succédant ainsi à Mohamed Sami Agli. En prenant ses fonctions, le désormais numéro un de la CAPC a affirmé que la Confédération demeurera une force de proposition et un acteur important du débat économique national, au service de l'économie nationale.



Animant hier une conférence de presse, le nouveau président de l'organisation patronale, Rahmoun Zergoune a abordé plusieurs questions relatives au plan d'action de l'organisation, à la situation économique des entreprises, aux défis que les opérateurs économiques doivent relever pour porter le plan de relance économique et bâtir une économie forte. «Les entreprises doivent constituer un franc interne puissant pour défendre l'économie nationale dans une démarche constructive, de concertation et surtout d'ouverture impliquant tous les partenaires économiques», a-t-il déclaré, soulignant le rôle de la CAPC, en tant que force de proposition.

C'est lors d'une assemblée générale élective de la CAPC, organisée, avant-hier, que les adhérents de la CAPC ont procédé au renouvellement des instances dirigeantes de l'organisation, à savoir l'élection d'un nouveau président et des membres du conseil d'Administration. C'est ce qu'a indiqué la Confédération dans un communiqué publié à l'issue de cette assemblée générale, mettant en avant les statuts et le règlement intérieur et en vertu de la loi sur les associations.

M Rahmoun Zergoune a été ainsi élu nouveau prédisent de l'organisation patronale, lors d'une assemblée générale marqué par une participation importante des adhérents venus de toutes les régions du pays.

Le nouveau président de la CAPC a fait part de sa volonté de continuer le travail commencé par son prédécesseur. Il s'est dit «engagé à poursuivre l'œuvre de consolider l'organisation patronale pour demeurer une force de proposition et un acteur important du débat économique national, au service de l'économie nationale et pour la réussite de l'ambitieux plan de relance économique, car convaincu qu'il s'agit du plan de la dernière chance».

«Fidèle à sa vocation, l'organisation poursuivra ses plaidoyers sur les questions de la souveraineté économique, de la diversification économique et l'exportation», a-t-on indiqué, affirmant que la CAPC portera des propositions fortes sur ces sujets cruciaux qui engagent l'avenir de l'économie nationale dans une démarche constructive, de concertation et surtout ouverte à tous les partenaires économiques. Le but étant, a-t-on souligné, de bâtir une vision économique commune orientée vers des objectifs déterminés. Il s'agit d' «encourager l'investissement productif et renforcer la dynamique entrepreneuriale par l'exploitation optimale du potentiel des ressources que recèle nos territoires, de libérer l'entreprise des contraintes bureaucratiques et poursuivre les efforts destinés au soutien de la production nationale».

Il est aussi question d'accorder une plus grande place au secteur privé ainsi que de promouvoir l'exportation à travers des mesures encourageantes qui permettent une offensive vis-à-vis des marchés extérieurs, notamment africain, lequel constitue un immense gisement d'opportunités à explorer.

Un vibrant hommage a été par ailleurs, rendu au président sortant de la CAPC pour ses efforts déployés durant son mandat «qu'il a consacré à l'édification d'une organisation sérieuses et fiable, dans une démarche où l'intérêt collectif et national a primé».

Lilia Aït Akli

ALGÉRIE-RUSSIE

Cap sur la coopération industrielle

LES VOIES de la coopération industrielle algéro-russe ont été examinées par le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar et le ministre du gouvernement de Moscou, chef de Département des Relations internationales et de l'Economie extérieure de Moscou, Sergei Cheryomin. Une délégation russe s'est déjà félicitée des opportunités d'investissement et de partenariat disponibles entre les deux pays. L'Algérie et la Russie veulent renforcer leur coopération industrielle.

«Les deux parties ont examiné les voies de renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et la Russie notamment dans le domaine industriel, en vue de la hisser au niveau des relations historiques et politiques entre les deux pays», a indiqué un communiqué du ministère de l'Industrie à l'issue de la rencontre qui a regroupé les deux responsables, avant-hier, au siège du ministère de l'Industrie. Les deux parties ont évoqué les domaines «qui offrent des opportunités de partenariat fructueux entre les opérateurs économiques algériens et leurs homologues russes, à l'instar des industries mécaniques et ferroviaires, des industries pharmaceutiques, minières et sidérurgiques, outre les secteurs de l'agriculture, du tourisme et de la culture», a-t-on précisé.

Dans l'objectif de définir les projets et les partenariats réalisables, les deux parties ont convenu d'intensifier les visites et les contacts entre les hommes d'affaires et les opérateurs économiques des deux pays. Chose qui a déjà commencé, sachant que Sergei Cheryomin qui effectue une visite de travail en Algérie, est accompagné d'une délégation d'opérateurs économiques russes. Cette dernière a visité des unités industrielles et agricoles publiques et privées dans la wilaya de Blida, où elle s'est enquise des opportunités d'investissement et de partenariat disponibles entre les deux pays, se félicitant des opportunités d'investissement et de partenariat disponibles entre l'Algérie et la Russie, eu égard aux ressources industrielles et agricoles disponibles dans cette wilaya.

Vladimin Popov, sous-gouverneur de Kalouga, qui a conduit cette délégation a loué le niveau des technologies adoptées dans le domaine de l'alimentation de bétail, notamment, exprimant son admiration à l'égard de la technologie adoptée par une entreprise industrielle spécialisée dans la production de compléments alimentaires pour animaux dans la zone industrielle de Kef Lahmame (Ouled Yaich), unique du genre en Afrique. La délégation a également passé en revue les opportunités de coopération assurées par une entreprise spécialisée dans la production de plants d'arbres à Beni Tamou, en usant de méthodes modernes.

Les opportunités d'exportation de certains produits agricoles (tomate, dattes et autres) et autres denrée non produites en Russie ont été aussi examinées avec le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI).

Les importantes ressources de la wilaya dans les domaines industriel, agricole et touristique susceptibles d'être exploitées dans des projets bilatéraux ont été par ailleurs mises en avant par le premier responsable de la wilaya.

Mahfoud B.

JOURNÉE NATIONALE DES HANDICAPÉS

Appel à renforcer l'accompagnement et la protection

L'Algérie, qui a célébré hier la Journée nationale des handicapés, œuvre à renforcer la protection de cette catégorie à travers des programmes nationaux multi-axes concernant les domaines spécialisés de l'éducation et de l'enseignement, en sus de l'aide sociale.



Les programmes nationaux mis en place en matière de protection et de promotion de cette catégorie reposaient sur la prise en charge dans les domaines de l'éducation et de l'enseignement spécialisés, ainsi que l'accompagnement psychopédagogique, les mesures d'aide sociale et les mécanismes d'insertion socio-professionnelle de cette catégorie, a indiqué le Directeur général de la protection et la promotion des personnes handicapées au ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mourad Ben Amzal.

M. Ben Amzal a rappelé que les programmes de prévention du handicap, qui s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie nationale multisectorielle, évoquant la sensibilisation à la prévention contre les facteurs de risque qui entrainent le handicap et mettant en avant l'impératif de sa prise en charge précoce.Dans ce cadre, il a souligné la mise en place de mécanismes d'accompagnement au profit des familles ayant en charge des enfants handicapés.

S'agissant de l'éducation et de l'enseignement spécialisés, le secteur dispose d'un réseau institutionnel fort de 239 établissements spécialisés et 17 annexes, dont 161 centres psychopédagogiques pour les enfants souffrant d'un handicap mental, 46 écoles destinées aux enfants souffrant d'un handicap auditif, 24 écoles pour les enfants atteints d'un handicap visuel, et 8 centres psychopédagogiques pour les enfants handicapés moteurs, a précisé M. Ben Amzal.

Ces établissements veillent à prendre en charge 24.674 enfants et adolescents souffrant de différents handicaps, dont 19.028 atteints d'un handicap mental, 1.196 ayant un handicap visuel, 3.830 atteints d'un handicap auditif, et 620 handicapés moteurs, ajoutant que le secteur de la Solidarité nationale s'attèle à assurer l'accompagnement psychologique de cette catégorie dans le cadre des programmes tracés par les équipes multidisciplinaires.

Dans ce contexte, le responsable a fait savoir que des espaces ont été ouverts au niveau des centres psychopédagogiques répartis à travers le territoire national, tout en assurant les moyens et équipements pédagogiques nécessaires et un encadrement spécialisé pour promouvoir la prise en charge des enfants handicapés mentaux et les autistes, outre la programmation de sessions de formation au niveau local au profit de psychologues, d'éducateurs et de spécialistes sur des thèmes liés aux activités éducatives et pédagogiques au profit des handicapés.

Le secteur œuvre également à encourager et à accompagner le mouvement associatif activant dans le domaine du handicap, en l'associant à des sessions de formations sur les mécanismes de prise en charge et d'accompagnement au profit des enfants handicapés mentaux et des autistes.

Il a évoqué les dispositions et mesures prises pour la prise en charge de cette catégorie, notamment en matière de promotion de l'insertion professionnelle et les œuvres sociales destinées à cette catégorie, dont la gratuité du transport ou les réductions de tarifs, outre la garantie d'une couverture sociale.

Pour ce qui est de la modernisation du secteur, M. Ben Amzal a évoqué les efforts visant à numériser les procédures administratives de prise en charge des personnes aux besoins spécifiques pour améliorer la qualité des prestations et des aides sociales qui leur sont fournies.

Mohamed Mecelti

MÉDÉA

Distribution de fauteuils roulants aux personnes aux besoins spécifiques

ORGANISÉE hier au centre psychopédagogique (CPP) des enfants handicapés mentaux de Tamesguida, la journée nationale des personnes aux besoins spécifiques, célébrée sous le slogan «Inclusion et égalité en faveur de la catégorie des personnes handicapées», a été marquée par la présence du wali, Djahid Mous, accompagné d'une délégation composée de représentants de l'exécutif et d'élus, des parents et des membres des familles des élèves dudit établissement.C'est dans une ambiance festive créés par les enfants présents à l'événement se sont donnés à cœur joie au plaisir de la danse sur des variations musicales puisées du répertoire musical de plusieurs régions d'Algérie et de présenter des tableaux mettant en exergue, avec beaucoup de talent, diverses scènes de la vie au quotidien de cette catégorie et des scènes restituant l'histoire de leur pays.La cérémonie a été marquée par la lecture de la lettre adressée par le wali à cette catégorie spécifique dans laquelle il est souligné le soutien qui lui est accordé par l'Etat quant à «la prise en charge des moyens qui lui sont nécessaires», l'occasion de procéder à la distribution de dix fauteuils roulants à des handicapés moteurs.

En outre, des handicapés auditifs ont reçu des appareils auditifs, des handicapés visuels ont pour leur part bénéficié de cannes alors que des prix et des cadeaux ont été remis aux athlètes qui se sont distingués dans les différentes compétitions sportives inter-établissements spécialisés organisées par la direction de l'action sociale et de la solidarité de Médéa. Pour rappel, le secteur de la solidarité de la wilaya compte quelque 23.000 personnes aux besoins spécifiques, en majorité des handicapés moteurs et mentaux, recensant des infrastructures pédagogiques diverses, dont huit (08) centres spécialisés, selon les statistiques fournies par la direction de l'action sociale et de la solidarité.

Le réseau d'établissements spécialisés dont dispose le secteur assure présentement l'enseignement aux enfants souffrant de handicaps moteurs, mentaux et aux sourds-muets de la wilaya.

De Médéa, Nabil Bey

TIZI OUZOU

Plus de 31 000 handicapés recensés

LA WILAYA de Tizi Ouzou compte 31 109 handicapés, soit 2,28 % de la population globale. C'est ce qui ressort des données chiffrées rendues publiques hier par les services de la Direction de l'action sociale (DAS), à l'occasion de la célébration de la Journée nationale du handicapé. Ces données sont ressorties de la situation de recensement des personnes aux besoins spécifiques arrêtée à la journée du 14 du mois en cours.

Ces mêmes services de la DAS ont répertorié les personnes en question selon leur type de handicap. Handicap mental : 15 293 personnes, soit 49,16% ; handicap moteur : 10 989, soit 35,32 % ; handicap visuel : 2 719, soit 8,74% ; handicap auditif : 1 996, soit 6,42 % et le poly-handicap : 112 personnes, soit 0,36 %. S'agissant du taux de handicap : 19 933 handicapés avec un taux de 100 %, soit 64,15 % et sont au nombre de 11 176 à avoir un handicap moins de 100 %, soit 35,85 % du total global. S'agissant de la tranche d'âge, les données font ressortir que de 0 à 18 ans, les handicapés sont au nombre de 2 510, soit un taux de 8,07 %. Ceux ayant plus de 18 ans sont au nombre de 28 599, soit un taux de 91,93 %.

Il convient de relever qu'à l'occasion de cette Journée nationale du handicapé, dont la cérémonie s'est ouverte dans l'espace du Centre des loisirs scientifiques de la ville des Genêts, le wali, Djillali Doumi, a, dans son discours, rappelé la nécessité absolue d'appuyer davantage les personnes aux besoins spécifiques.

Avec un ton solennel, le premier commis de l'Etat de la wilaya de Tizi Ouzou a déclaré : «Nous devons savoir quelles sont nos obligations à l'endroit de cette catégorie de personnes. Nous devons les écouter et enregistrer leurs besoins, et ce aux fins de leur assurer la prise en charge adéquate.» Dans ce sens, Djillali Doumi a appelé à ce qu'il y ait plus d'engagement de la part de toutes les parties concernées par l'aide à octroyer à ces personnes aux besoins spécifiques, notamment les associations caritatives.

Pour sa part, le président de l'APW, Mohamed Klalèche, a d'abord dénoncé le montant dérisoire de la pension du handicapé, qui est de 10 000 DA par mois, avant de relever la cherté excessive du matériel pour handicapés tel que les chaises roulantes, électriques notamment, et autres supports indispensables à la personne aux besoins spécifiques pour ses besoins quotidiens.

Aussi, il a appelé l'Etat à s'impliquer davantage dans la prise en charge de cette catégorie de personnes.

Il convient de relever qu'une fois les interventions des premiers responsables de la wilaya de Tizi Ouzou terminées, il a été procédé par la remise et la distribution de 10 chaises roulantes traditionnelles (normales), une chaise électrique et deux poussettes de type MC aux handicapés originaires de différentes communes de la wilaya.

Une fois la cérémonie clôturée, le wali et la délégation l'accompagnant ont pris la direction de Boukhalfa où ils ont visité d'abord l'école pour enfants handicapés visuels (EEHV) et ensuite le centre psychopédagogique.

Au niveau de l'école, les autorités ont distribué 42 tablettes Braille aux enfants souffrant de cécité.

Au niveau du centre psychopédagogique, il a été procédé à une convention de partenariat entre la DAS, la direction de la formation et l'enseignement professionnels et la direction de la jeunesse et des sports.

Notons enfin que ce n'est pas moins d'une trentaine d'associations à caractère social et humanitaire qui se sont investies dans l'action d'aide au profit des handicapés. Et à elles seules, elles ont pris en charge 33 handicapés.

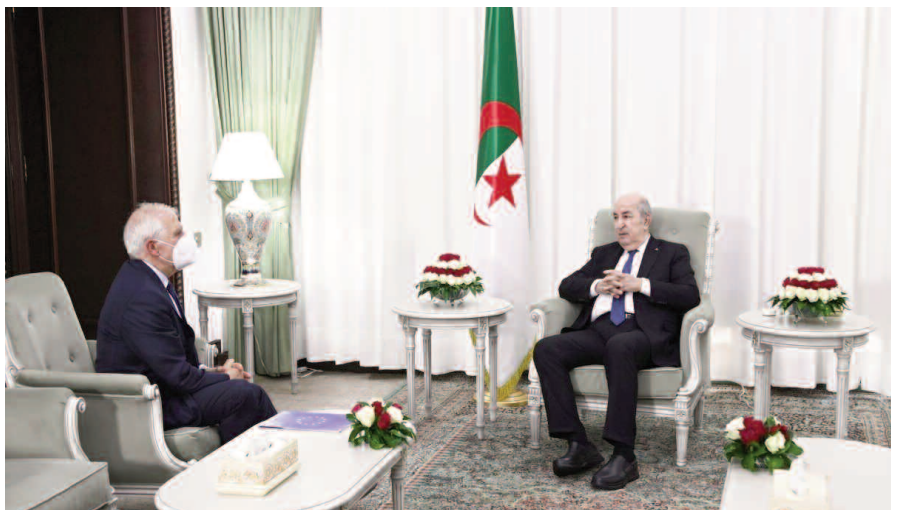
Huit souffrent d'un handicap mental, 12 d'un handicap physique, 7 d'un handicap visuel et 3 d'un handicap auditif.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

VISITE DE TRAVAIL DU HAUT REPRÉSENTANT DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET LA POLITIQUE DE SÉCURITÉ 12/13 MARS 2023

L'Algérie, un partenaire stratégique de l'Europe, pour la sécurité régionale et énergétique

Professeur des universités, expert international docteur d'Etat
1974- Abderrahmane MEBTOUL



Le 1er septembre 2005 l'Algérie a signé un Accord d'Association de libre-échange avec l'Europe où il était prévu le démantèlement graduel de deux listes de produits européens à l'importation , dont l'une sera complètement démantelée en 2012 et l'autre en 2017, démantèlement tarifaire reporté ensuite au 01 septembre 2020, négociations en statut quo entre 2021/20202 et actuellement en 2023 toujours en négociation L'Algérie considère nécessaire de réévaluer les volets économique et commercial de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE) qui n'a pas réalisé les objectifs attendus en matière d'investissements européens en Algérie. Pour l'Algérie, la démarche d'évaluation réclamée à revoir certaines dispositions de l'Accord, ne vise nullement à remettre en cause l'Accord cadre , mais, bien au contraire, à l'utiliser pleinement dans le sens d'une interprétation positive de ses dispositions permettant un rééquilibrage des liens de coopération. C'est dans ce contexte économique mais également sécuritaire, des tensions en Ukraine , d'un processus inflationniste inégalé au niveau mondial, avec de vives tensions sociales, , au niveau de la région méditerranéenne et africaine avec des flux migratoires croissants , en direction de l'Europe, que le Haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne a effectué les 12/13 mars 2023 une visite de travail en Algérie, qui selon l'APS marque la volonté de l'Algérie et l'UE de rehausser leur coopération dans tous les domaines, l'Algérie ayant adopté une position de neutralité dans les conflits privilégiant le dialogue. Du côté européen, selon nos informations, on évoque des discussions constructives aussi bien dans le domaine de l'énergie que dans l'activité des entreprises et du commerce, avec un potentiel inexploré à développer

1.- Pour l'Europe , malgré des divergences sur l'Accord d'Association, l'Algérie est un acteur stratégiques sur le plan de la stabilité régionale

L'Algérie peut être un pont pour l'Europe vers l'Afrique avec plus d'un milliard de consommateurs et un PIB combiné d'environ 3 000 milliards de dollars américains, la nouvelle zone de libre-échange continentale créée étant le deuxième plus vaste marché mondial derrière le Partenariat régional en Asie et dans le Pacifique, mais reste un long parcours, le commerce intra-africain en 2020 représentant environ 15,2% selon la CNUCED. L'Europe se félicite de l'assouplissement introduit récemment par les autorités algériennes de la règle 51/49 pour cent, au moins pour les secteurs non-stratégiques qu'il s 'agira de définir avec précision, attendant toujours les décrets d'application de la loi des hydrocarbures et le nouveau code des investissements, mais souhaite la création d'un cadre juridique stable et transparent, propice à l'investissement, ainsi que la réduction des subventions, la modernisation du secteur financier et le développement du potentiel des partenariats public-privé. Tous les accords qu'a signés l'Algérie pour une zone de libre-échange avec l'Europe, le monde arabe, et l'Afrique ont pour fondement à terme les baisses tarifaires nécessitent des entreprises compétitives innovantes en termes de coût et qualité. Certes, les inquiétudes étant légitimes car les baisses tarifaires sont un manque à gagner à court terme du fait du dégrèvement tarifaire, mais devant raisonner en termes d'avantages comparatifs dynamiques à moyen terme. Invoquer la situation mono exportatrice de l'Algérie, ne tient pas la route, la majorité des pays de l'OPEP étant membres de l'OMC, la Chine et la Russie fondateur du communisme, (97% du commerce mondial et 85% de la population mondiale). Pour bénéficier des effets positifs tant de l'Accord avec l'Europe que d'autres zones de libres échange , notamment de l'adhésion de l'Algérie aux BRCS que d'une éventuelle adhésion à l'OMC, sinon les effets pervers l'emporteront, de profondes réformes structurelles s'imposent, avec la résistance des rentiers du fait de déplacements des segments de pouvoir ,les gagnants de demain n'étant pas ceux d'aujourd'hui. C'est que l'Europe reste un partenaire clef pour l'Algérie comme en témoigne la structure du commerce extérieur de l'Algérie: environ 48.% des importations et 57% des exportations pour 2020/2021.. Pour l'Europe , il n'est nullement question de remettre en cause l'Accord cadre mais des recommandations qui permettraient de relancer la coopération entre l'Algérie et l'UE dans le but de mettre les relations économiques au centre de cette coopération, de donner à cet accord toute son importance et d'utiliser tout son énorme potentiel dans ses trois composantes: politique, économique et humaine. Les négociations entre l'Algérie et l'Europe concernant l'Accord d'association ont connu des divergences qui se sont accentuées suite aux décisions du gouvernement courant 2009 de postuler 51 pour cent aux Algériens dans tout projet d'investissement. Pour l'Europe la part de l'UE dans les importations de l'Algérie a régressé au bénéfice de la Chine malgré un important déficit commercial au dépend de l'Algérie où la Chine s'impose comme un des principaux fournisseurs avec une moyenne annuelle de 8 milliards de dollars d'exportations vers l'Algérie, les exportations de la Chine à destination de l'Algérie ayant totalisé 76,06 milliards de dollars, alors que ses importations se sont chiffrées à seulement 14,793 milliards de dollars, donc un déficit commercial de l'Algérie avec la Chine à plus de 61 milliards de dollars entre 2010/2020, . Pour l'Europe toute analyse objective, doit inclure les importations européennes de pétrole et de gaz qui donnerait alors un déficit commercial de l'Europe par rapport à l'Algérie. L'Algérie est mono exportatrice d' hydrocarbures et ses dérivées, plus de 95*97% de ses recettes en devises , principal source d'exportation, devant diversifier son économie afin de profiter de l'Accord d'Association Reprenant certaines données brutes, une dépêche de l'APS datant du 01 novembre 2021, avançait le chiffre de 700 milliards de dinars de pertes de recettes douanières entre 2005 et 2015. Dans ce contexte, pour l'Algérie, c'est l'Europe qui n' pas rempli ses engagements s'étant engagée à favoriser une économie diversifiée et qu' elle a toujours plaidé pour un partenariat gagnant - gagnant , ne voulant pas être considérée comme un simple marché, que les discussions engagées par les deux parties sur ce dossier permettront d'arriver à des solutions pragmatiques et acceptables qui prennent en ligne de compte les intérêts légitimes de chaque partie. Aux préoccupations soulevées par l'UE concernant ses parts de marché en Algérie suite aux mesures de rationalisation des importations prises par le gouvernement algérien dans un contexte bien particulier, cela n'est pas propre à l'Algérie comme en, témoigne les mesures restrictives de bon nombre de pays tant pour l'Europe et que les tensions commerciales USA/Chine Sur le plan sécuritaire, l 'Europe comme d'ailleurs les grandes puissances, considère que l'Algérie est un acteur stratégique de stabilisation de la région méditerranéenne et africaine. Aussi, malgré ces divergences conjoncturelles, il s'agit comme je l'ai souligné il y a quelques années lors d'une conférence, à l'invitation du Parlement européen à Bruxelles et récemment en 2021 à l'invitation de l'ambassade de l'Union européenne en présence des responsables des ambassades accrédités à Alger, de dépassionner les relations. Sur le plan géostratégique, plusieurs rapports entre 2018/2022 du département d'Etat US et de l'Union européenne saluent les efforts de l'Algérie en matière de sécurité et de défense où les tensions au niveau de la région influent, par ricochet, sur l'Europe. L'effort continu, de modernisation des équipements, ainsi que les nombreux effectifs de sécurité dont l'Algérie dispose, ont permis au pays de contrer de façon efficace les menaces terroristes. Face aux tensions actuelles en Ukraine, l'Algérie a adopté une position de neutralité entretenant des relations diplomatiques cordiales tant avec les USA, l'Union européenne qu'avec la Russie et la Chine, expliquant d'ailleurs sa position à l'ONU, appelant au dialogue, au respect du droit international, la même position d'ailleurs que bon nombre de pays africains , de la Chine et de l'Inde .C'est dans ce cadre , que l'Europe, comme l'Algérie vis-à-vis du Sahara occidental a réaffirmé sa position du respect du Droit international et des résolutions des Nations Unies.

2. L'Algérie acteur stratégique pour l'Europe sur le plan énergétique : les huit conditions pour doubler les exportations de gaz en direction de l'Europe 2025/2027

.La première destination du gaz algérien reste le marché européen, où en 2021, les exportations par canalisation ont atteint 38 ,9 Gm3 dont 34, 1 en direction de l'Europe soit près de 88% , essentiellement vers l'Italie (35%), l'Espagne (31%), la Turquie (8,4%) et la France (7,8%). Pour les canalisations nous avons le TRANSMED, la plus grande canalisation d'une capacité de 33,5 milliards de mètres cubes gazeux via la Tunisie, le MEDGAZ directement vers l'Espagne à partir de Beni Saf au départ d'une capacité de 10,5 milliards de mètres cubes gazeux et le GME via le Maroc dont l'Algérie a décidé d'abandonner , le contrat s'étant achevé le 31 octobre 2022, d'une capacité de 13,5 de milliards de mètres cubes gazeux. Dans son dernier rapport l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole note que la demande européenne en gaz est passée de 125,9 milliards de tonnes en 2022 contre 75,9 en 2021 avec une baisse du prix du gaz qui avait plafonnée entre 250/300 dollars le mégawatt heure sous la barre des 50 dollars depuis janvier 2022.. L'Algérie a exporté 10 milliards de mètres cubes gazeux via le Medgaz et 23,5 vers l'Italie via le Transmet , un accroissement à travers ces deux canalisations chacun de 2 milliards de mètres cubes gazeux mais avec une baisse des exportations de GNL de 12% , estimation de 11,48 millions de tonnes en 2022 contre 10,2 en 2021, le Ministère de 'l'énergie algérien annonçant t pour 2022 une exportation de 56 milliards de mètres cubes gazeux. GNL plus canalisation. La production totale à ne pas confondre avec les exportations , consommation intérieure , plus exportation, plus 15/20% de réinjection dans les puits pour éviter leur épuisement, a avoisiné en 2022, 125/130 milliards de de mètres cubes gazeux, devant au minimum, fonction de l'accroissement de la forte demande intérieure et d'importants investissements , produire 180/200 milliards de mètres cubes gazeux pour pouvoir exporter 100 milliards de mètres cubes gazeux . A court terme, les exportations peuvent croître seulement entre 4/5 milliards de mètres cubes gazeux. Horizon 2025/2027, l'Algérie peut doubler ses exportations de gaz vers l'Europe de 11 à 25% sous réserve de huit conditions. La première condition, concerne l'amélioration de l'efficacité énergétique et une nouvelle politique des prix renvoyant au dossier de subventions et donc de la forte consommation intérieure presque équivalente aux exportations, étant prévu 50 milliards de mètres cubes gazeux en 2025 selon le PDG de Sonelgaz. Il devient intolérable que l'on continue à la fois de livrer le prix du gaz à certaines unités à 10/20% du prix international et à construire des millions de logements avec les anciennes techniques alors que les nouveaux procédés permettent d'économiser entre 30/40% de la consommation d'énergie. La deuxième condition, est relative à l'investissement à l'amont pour de nouvelles découvertes d'hydrocarbures traditionnels, tant en Algérie que dans d'autres contrées du monde, les hydrocarbures procurant en 2022 98% des recettes en devise avec les dérivées comptabilisées dans rubrique hors hydrocarbures pour une part dépassant les 60% et qui a permis ,outre les investissements via la dépense publique, d'avoir un niveau des réserves de change fin 2022 d'environ 60 milliards de dollars.

La position de l'Algérie envers l'Europe et d'autres pays est claire : la loi nouvelle des hydrocarbures étant attractive, Sonatrach étant limitée dans l'autofinancement, venez investir dans le cadre d'un partenariat gagnant – gagnant et on pourra augmenter les exportations La troisième condition, est liée au développement des énergies renouvelables (actuellement dérisoires, En parallèle, des investissements conséquents seront réalisés pour développer les capacités solaires du pays, 500 MW en 2022, étant prévu 15.000 MW en 2035 selon le Ministère de l'Energie (source APS). combinant le thermique et le photovoltaïque, le coût de production mondial ayant diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir. Avec plus de 3000 heures d'ensoleillement par an, «l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire, le ministère de l'Energie, ayant programmé sous réserve de trouver des financements 40% de la consommation intérieure à partir des énergies renouvelables horizon 2030/2035 et une fraction exportable à partir des interconnexions. La quatrième condition, selon la déclaration de plusieurs ministres de l'Énergie entre 2013 et 2022, l'Algérie compte construire sa première centrale nucléaire en 2025 à des fins pacifiques, pour faire face à une demande d'électricité croissante. La cinquième condition, est le développement du pétrole/gaz de schiste, selon les études américaines, l'Algérie possédant le troisième gisement mondial d'environ 19 500 milliards de mètres cubes gazeux, mais qui nécessite, outre un consensus social interne, de lourds investissements, la maîtrise des nouvelles technologies qui protègent l'environnement et des partenariats avec des firmes de renom(voir dossier 9 volumes 890 pages sous la direction du Pr A.Mebtoul, opportunité et risques et urgence de la transition énergétique Premier ministère 2015) . La sixième condition, consiste en la redynamisation du projet GALSI, Gazoduc Algérie-Sardaigne-Italie, qui devait être mis en service en 2012, d'une capacité de 8 milliards de mètres cubes gazeux dont le coût était estimé en 2012 à 3 milliards de dollars, ayant doublé depuis (un tracé très complexe), dossier que j'ai défendu lors de mon déplacement en Italie en 2012 et qui a été abandonné par l'Italie sous la pression des élus de la Sardaigne qui et qui devrait être réactivé . La septième condition est l'accélération de la réalisation du gazoduc Nigeria-Europe via l'Algérie, d'une capacité de plus de 33 milliards de mètres cubes gazeux, selon les études européennes de 2020 un coût d'environ 20 milliards de dollars contre une estimation de 11 milliards de dollars en 2011,plus rentable que celui du Maroc évalué par le centre de recherches IRIS de 30 milliards de dollars pour une durée de réalisation de 10 ans, mais nécessitant l'accord de l'Europe, principal client. La huitième condition, est le développement de l'hydrogène vert où l'Algérie est bien placée pour produire de l'hydrogène vert à des prix très compétitifs, où fin 2022, le groupe Sonatrach a signé un accord avec le groupe allemand VNG afin de construire des usines de production d'hydrogène vert à travers le pays, eet exporter en direction de l'Europe , étant prévu d'investir entre 20 à 25 milliards de dollars horizon 20302035

En conclusion, le monde devrait connaître un profond bouleversement géostratégique, dans les domaines militaire, économique, social et surtout culturel souvent oublié nécessitent des stratégies d'adaptation où toute Nation qui n'avance pas recule , n'existant pas de situation statique. . L'évolution de la guerre en Ukraine, les tensions en Asie Chien/USA , l'émergence du poids croissant des BRICS et la réconciliation entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, auront des conséquences sur les recompositions politiques et économiques mondiaux entre 2023/2030 La stabilité des deux rives de la Méditerranée et de l'Afrique , impose à l'Algérie et l'Europe d'entreprendre ensemble étant souhaitable que grâce au dialogue productif les relations trouvent une solution garantissant les intérêts réciproques, n'existant pas dans la pratique des affaires de sentiments, mais que des intérêts , l'Algérie entendant défendre ses propres intérêts tout en respectant la légalité internationale

ademmebtoul@gmail.com

Revoir la politique fiscale : l'évasion fiscale, un frein au développement et une menace pour la sécurité nationale et la nécessaire cohésion sociale

Professeur des universités, expert international docteur d'Etat 1974- ancien haut cadre supérieur - Abderrahmane MEBTOUL

1.-Les recettes fiscales nationales représentent une source indispensable pour le financement du développement. Cependant, par rapport aux autres domaines clés du financement du développement tels que le commerce, l'aide internationale et la dette, la fiscalité n'a fait l'objet en Algérie que d'un intérêt limité jusqu'à présent en raison surtout de la dominance des recettes d'hydrocarbures favorisant la fraude fiscale et l'évasion fiscale. Un système fiscal complexe avec une administration sclérosée constitue inévitablement un terreau fertile pour les activités de recherche de rente. Cette présente contribution est une synthèse de l'ouvrage de Mustapha Bensahli « la mise à niveau en fiscalité – mythe ou réalité- expérience algérienne »Office des Publications Universitaires OPU Alger 2 tomes 600 pages 2022 que l'auteur m'a demandé de préfacer s'inscrivant dans le cadre de la dialectique entre la théorie et la pratique qui sera une référence tant pour les décideurs pour leurs actions, que pour les enseignants et étudiants pour leurs recherches, sur un sujet très sensible et combien important dans toute politique socio-économique. Car un praticien, fusse t-il ministre, sans culture théorique navigue à vue au gré de la conjoncture, sans vision stratégique pouvant occasionner des pertes à la Nation en dizaines de milliards de dollars et un théoricien sans enquêtes sur le terrain élabore des schémas non opérationnels ignorant la réalité sociale et les nouvelles mutations internationales

1.- L'Algérie perd chaque année plus de 467 millions de dollars du fait des pratiques d'évasions fiscales internationales, selon un rapport sur l'état des lieux de la justice fiscale, publié en 2021 par l'organisation non gouvernementale (ONG), Tax Justice Network et selon le rapport de la Cour des comptes, le recouvrement a été de 101 milliards de dinars de recouvrements de 2019, avec une diminution de 29,83% (-43,009 Mrds de DA) par rapport à l'exercice 2018, le montant recouvré au titre de l'exercice 2019 n'ayant atteint que la faible somme de 101,157 milliards de dinars, soit un taux négligeable de 2,03% du montant des restes à recouvrer. La fraude et l'évasion fiscale ont atteint des niveaux intolérables, notamment face aux besoins de financement pour la prise en charge des exigences du budget de l'Etat», avait souligné le premier ministre qui répondait aux interrogations des membres du Conseil de la nation sur le texte de loi de finances 2022. Le recouvrement de la fiscalité est important afin de ne pas toujours dépendre des recettes des hydrocarbures, ressource éphémère et aléatoire comme le montrent toutes les crises économiques et sociales qui ont secoué l'Algérie avec la chute des prix afin d'asseoir une économie diversifiée dans le cadre des valeurs.

Pour permettre à la fiscalité de retrouver toutes ses marques, il y a lieu de réaliser un diagnostic, montrant les points obstacles qui entravent son bon fonctionnement, où de l'amont à l'aval, les rouages de fonctionnement sont pratiquement grippés, la raison étant l'empilement massif de nouvelles dispositions prévues au gré des lois de finances et consistant seulement à colmater à répétition et en surface quelques brèches constatées à l'épreuve des faits, la gestion de la fiscalité ne disposant pas de tous les atouts dont elle a besoin pour être performante. Tout concourt à démontrer qu'il n'est plus possible en bonne logique de continuer à rester dans cette situation virtuellement latente de statu quo, en persistant à privilégier la voie conjoncturelle au détriment de celle structurelle qui est pourtant fondamentale. Par conséquent , tout interpelle pour que la fiscalité en Algérie connaît de profondes réformes , en remédiant au net décalage par rapport à l'environnement local, national et international. Le ecode général des impôts qui doit être revu en profondeur, devenant avec le temps de plus en plus dense et hypertrophiée jusqu'à devenir corrélativement de plus en plus ardue, la fiscalité ne peut être dans ces conditions opérationnelle, surtout avec une surcharge de petites taxes dont le rendement ne compense guère le coût de gestion et auxquelles s'ajoute une pléthore de niches fiscales sans réel impact sur l'investissement. La fiscalité n'est pas réductible à un simple toilettage jugé superficiel en se conformant aux pratiques du passé et encore moins à une réforme a minima, mais plutôt elle renvoie à une restructuration d'envergure crédible qui garantisse un progrès patent dans tous les cas de figure. Aussi l'auteur préconise-t-il à la clef quelques pistes de solutions dans la perspective de réhabiliter la fiscalité, en postulant pour l'affranchissement de certaines contraintes à l'effet de rattraper et résorber le retard constaté en creux, tout en se mettant en phase avec les standards internationaux. La mise à niveau étant un processus d'envergure qui en couvrant dans son large périmètre aussi bien la fiscalité de l'Etat que la fiscalité de collectivités locales, elle devient à ce titre emblématique, en ce qu'elle tend à briser le cercle conceptuel classique sur la base d'un corps de principes performants et d'équité. Tout ceci commande impérativement l'observation de certaines règles jugées fondamentales, à commencer par l'adhésion, car la mise à niveau en fiscalité ne peut se concevoir sans la participation des parties prenantes, en l'occurrence, les représentants qualifiés des entreprises lesquelles peuvent être d'un apport non négligeable. En tout état de cause la participation est une règle de gouvernance incontournable et un gage de réussite de la mise à niveau en fiscalité ne pouvant rester comme habituellement l'apanage d'une petite équipe de l'administration fiscale se réservant jalousement le droit de concocter en exclusivité les réformettes sans grandes ouverture et à l'aune de chaque année dans le cadre de la loi de finances. Il y a lieu d'éviter le mythe souvent entretenu qui est le recours aux encouragements fiscaux et les subventions à l'investissement en Algérie qui ont eu un impact mitigé sans véritables suivi des impacts et faute de régulation , ayant favorisé certaines rentes spéculatives alors que l'essence du blocage est le terrorisme bureaucratique.. La promotion de tout investissement créateur de valeur ajoutée durable consiste à créer un cadre monétaire et juridique stable, transparent, dont contribue un système fiscal conforme tant à l'anthropologie sociale et économique interne qu' aux normes internationales. Le niveau de l'impôt direct dans une société mesure le degré d'adhésion de la population, le système d'impôt étant au cœur même de la cohésion sociale .

Mais l'impôt peut tuer l'impôt car il modifie l'allocation des ressources réalisée notamment l'offre de capital et de travail ainsi que la demande de biens et services. Je déplore qu'aucune enquête précise quantifiée dans le temps ne mette en relief les liens entre la répartition du revenu national entre les couches sociales et l'évolution du processus inflationniste qui en ce mois de mars 2023 atteint un niveau intolérable, certains discours que les produits étant disponibles déconnectés de la réalité , ignorant le pour d'achat de 80% de la population qui se paupérise, information indispensable pour la mise en place d'un système fiscal efficace qui doit trouver le moyen de prélever des recettes en perturbant le moins possible les mécanismes qui conduisent à l'optimum économique, devant t s'articuler autour des prélèvements faiblement progressifs sur des assiettes larges. Aussi, un système fiscal efficace devant répondre à plusieurs objectifs : premièrement, la collecte des recettes sans perturber l'activité économique; deuxièmement, l'affectation des recettes avec pour objectif de réduire les inégalités, avec un impôt progressif appliqué aux revenus élevés troisièmement, des impôts et les subventions ciblées , difficilement applicable du fait de l'effritement du système d'information ; quatrièmement, les impôts renvoient à la représentation politique car lorsqu'un gouvernement dépend plus des recettes fiscales et moins des revenus provenant des ressources naturelles, ou du financement par l'emprunt, la responsabilité des gouvernants envers les citoyens concernant l'utilisation des fonds publics, se trouvent renforcée Or dans la majorité des pays en voie de développement, et cela n'est pas propre à l'Algérie, les plus riches ne contribuent pas plus que les pauvres à l'effort fiscal. C'est ce qui explique en partie l'incapacité à exploiter le potentiel des régimes d'impôt sur le revenu et d'impôt foncier et le manque de progressivité des régimes fiscaux. A cela s'ajoutent plusieurs facteurs paralysants : premièrement, nous avons la faiblesse de la numérisation et la dominance de la sphère informelle en Algérie qui contrôlent une grande fraction de l'activité économique non assujettie au système fiscal. Aussi, les méthodes modernes de mobilisation de fonds comme l'impôt sur le revenu et les taxes à la consommation jouent un rôle réduit dans ces économies et la possibilité, pour les pouvoirs publics, de compter sur des ressources fiscales élevées y est pratiquement exclue ; deuxièmement, étant donné la structure informelle, les services de la statistique et de l'impôt ont du mal à générer des statistiques fiables, comme le montre les données contradictoires sur la masse monétaire informelle en circulation et l'échec des différentes mesures pour la capter; troisièmement, nous avons les déficiences des mécanismes de mise en application juridiques en ce qui concerne le recouvrement de l'impôt avec souvent des interférences politiques et des comptabilités douteuses gonflant des charges fictifs. Tous ces facteurs favorisent des délits d'initiés étant donné que les administrations fiscales, souvent non numérisées, manquant souvent des compétences spécialisées requises pour déchiffrer les systèmes fiscaux tant internes qu' internationaux complexes qui sont utilisés à des fins de fraude fiscale, expliquant l'incapacité à exploiter le potentiel des régimes d'impôt et le manque de progressivité des régimes fiscaux.

En résumé, la réforme fiscale constitue un défi stratégique pour la nouvelle politique socio-économique,2023/2025 , étant un enjeu énorme de pouvoir, car touchant de puissants intérêts de rente. Dans un monde caractérisé par la libéralisation des mouvements de capitaux, par la transition numérique et énergétique(devant mettre en place une fiscalité écologique spécifique) , les barrières commerciales qui disparaissent, les défis de l'Algérie, impliquent de définir les priorités stratégiques et avoir une nette volonté politique pour mettre en œuvre la bonne gouvernance et les réformes nécessaires structurelles nécessaires. Dans ce cadre, il est utopique d'isoler la réforme du système fiscal, sujet au combien sensible, de la gouvernance globale devant concilier la concertation, l'efficacité économique et la nécessaire cohésion sociale.

ademmebtoul@gmail.com

FÊTE DE LA TOMATE À ADRAR

Cap sur la valorisation d'une filière en quête de développement

PLUS de 50 exposants participent à la fête de la tomate, dont la première édition nationale a débuté hier, à Adrar. Cette manifestation constitue une opportunité pour valoriser une filière en quête de développement et de croissance à travers le renforcement de la chaîne de commercialisation et l'encouragement de l'industrie de transformation agricole, c'est ce qu'ont indiqué les organisateurs.

Organisée conjointement par la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Touat) et la Direction du Commerce et de la Promotion des exportations de la wilaya d'Adrar, sous le slogan « Production, Transformation et Exportation », cette manifestation économique est marquée par l'organisation d'un salon dédié à la filière de la tomate avec la participation de plus de 50 exposants représentant des producteurs, des organismes d'accompagnement et de financement ainsi que des opérateurs économiques, a précisé le directeur de la CCI-Touat, Sadek Ismaïl.

Cette manifestation qui a drainé à son ouverture un large public, a pour objectif de mettre en exergue les potentialités que recèle la wilaya d'Adrar en production tomatière, une filière ayant besoins de promotion en termes de commercialisation et de diversification des opportunités d'investissement notamment à travers l'encouragement de l'industrie de transformation agricole dans cette wilaya de l'extrême-Sud du pays qui dispose d'unités industrielles de conservation de la tomate, a été soutenu.

Devant s'étaler sur quatre jours (13-16 mars), ce salon permettra aux participants d'exposer leurs produits y compris des échantillons de l'industrie de transformation, et de faire connaître leur savoir-faire concernant les techniques modernes de culture de la tomate visant à augmenter le rendement de ce produit récolté.

Le salon est aussi une occasion pour les différentes institutions d'accompagnement, de financement et d'appui agricole présentes de proposer leurs services susceptibles d'encourager l'investissement dans cette filière jugée prometteuse, a conclu la même source.

R.R

RAMADHAN À ADRAR

Sonatrach sponsorise le programme « Petit récitant du Coran »

DANS le but d'encourager la génération montante à apprendre et à réciter le Coran, le groupe Sonatrach a procédé à la signature d'une convention pour le sponsoring du programme « Petit récitant du Coran » dans la wilaya d'Adrar. Des concours seront organisés, durant le mois de Ramadhan dans les mosquées et les zaouïas de la wilaya, a indiqué, hier, un communiqué du groupe.

Signée, avant-hier dans la wilaya d'Adrar, par les représentants des entreprises filiales du groupe Sonatrach et le wali de la wilaya d'Adrar, la convention a pour objet d' « encourager la génération montante à apprendre et à réciter le Coran, à travers des concours qui seront organisés durant le mois sacré de Ramadhan dans les mosquées et les zaouïas de la wilaya d'Adrar »,a été indiqué dans le communiqué.

Selon la même source, les entreprises filiales de Sonatrach « contribueront au financement de cette convention, dans l'objectif de sponsoriser le programme du Petit récitant du Coran, appuyer les écoles coraniques et contribuer à la préservation et la promotion des valeurs religieuses chez la génération montante ».

La contribution du groupe à cette initiative s'inscrit dans le cadre de la consécration des traditions ancrées et enracinées à même d'encourager les initiatives visant à préserver l'authenticité de la société algérienne et son identité civilisationnelle.

Le groupe a, en outre, indiqué que la cérémonie de signature de la présente convention s'est déroulée « dans une ambiance très particulière marquée par la présence des élèves des écoles coraniques et des zaouïas parmi les récitants du Saint-Coran ».

R.R

TÉBESSA

Inciter les chômeurs et les femmes rurales à la relance de l'artisanat et au développement local

La nécessité d'accompagner la femme rurale et les sans emploi, pour relancer l'artisanat, a été mis en exergue, hier à Tébessa, par les participants aux travaux du séminaire national sur « La participation des jeunes chômeurs et de la femme rurale à la relance de l'artisanat et au développement local durable ».



Au cours des travaux des différents ateliers du séminaire organisé par la direction du tourisme et de l'artisanat, les participants ont préconisé l'accompagnement des jeunes pour les aider à réaliser leurs projets, ainsi que des femmes rurales pour les aider à écouler les produits de l'artisanat et augmenter leurs revenus.

La directrice du tourisme et de l'artisanat de la wilaya de Tébessa, Amina Belghit, a souligné que les services locaux du tourisme œuvrent inlassablement en vue d'accompagner les femmes rurales dans toute la wilaya, pour faire de l'artisanat un levier de la relance de l'économie rurale et du développement durable.

Pour sa part, la directrice générale de la plate-forme électronique « Diar Dzaier », Hayat Ghelmi, a mis l'accent sur l'importance de recourir aux moyens numériques, les sites et les réseaux sociaux, pour promouvoir les produits de l'artisanat, soulignant qu'il s'agit de moyens puissant de développement des activités artisanales locales.

Le wali de Tébessa, Said Khelil, a prononcé une allocution d'ouverture de cette rencontre, il a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics de mobiliser les moyens nécessaires afin d'assurer la réussite du pari du développement local, pour sortir de l'économie de distribution de la rente des ressources énergétiques, en accompagnant les chômeurs et les femmes rurales et les aider à prendre des initiatives dans le domaine de l'artisanat.

Le séminaire a donné lieu à des ateliers de travail sur l'artisanat, la conservation du patrimoine culturel et son utilité dans le développement durable, la qualification des jeunes chômeurs, la conservation de l'artisanat par la femme rurale, le rôle des outils numériques et des réseaux sociaux dans le domaine de l'artisanat traditionnel.

A noter que cette rencontre a été l'occasion d'organiser une exposition nationale avec la participation de 40 artisans représentant 14 wilayas, dont El Tarf, Souk Ahras, Tlemcen, Ouargla et Constantine.

Des femmes rurales et des jeunes chômeurs ont également présenté leurs micro-entreprises qui ont été lancées et accompagnées par la direction du tourisme et de l'artisanat. Des conventions ont été signées par la direction du tourisme et de l'artisanat, avec la direction de l'énergie et des mines et l'incubateur des start-up de la wilaya de Tébessa.

R.R

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION À GUELMA

La société civile est un partenaire actif

LA SOCIÉTÉ civile sera un « partenaire actif » dans le domaine de la lutte contre la corruption et sa prévention, c'est ce qu'a fait savoir, avant-hier à Guelma, Salima Mousserati , présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption.

Au cours d'une rencontre régionale de sensibilisation avec les acteurs de la société civile en vue de la création d'un réseau algérien de transparence NARACOM, Mme Mousserati a indiqué le réseau algérien de transparence « sera hébergé sur une plate-forme électronique qui réunira les différents acteurs de la société civile, un espace d'échange entre la société civile et le pouvoir, visant à perfectionner les mécanismes de lutte contre la corruption ».

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption a souligné que NARACOM permettra aux acteurs de la société civile de bénéficier de sessions de formation et de sensibilisation dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la corruption, ainsi que des dispositifs d'information et de protection des informateurs.

En outre, Mme Mousserati a considéré que « la corruption est une arme redoutable et un phénomène à visages multiples qui s'adapte, se transforme et se renouvelle, aussi la lutte contre la corruption exige-t-elle une approche globale et la conjugaison des efforts des diverses organisations de prévention ».

L'intervenante a affirmé au cours de cette rencontre régionale, la deuxième d'une série de quatre rencontres similaires, programmées par la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption que le but visé est de sensibiliser et d'informer les acteurs de la société civile, les représentants des médias, ainsi que des associations, venus de 15 wilayas de l'Est du pays, invités à faire partie du réseau local et national de NARACOM.

La rencontre a donné lieu à des interventions sur le cadre de référence de la lutte contre la corruption, sur le réseau algérien de transparence et sur la plate-forme électronique et les dispositifs d'information sur la corruption.

R.R

PREMIÈRE CONFÉRENCE NATIONALE POUR LE THÉÂTRE

Des caravanes théâtrales sillonneront le pays

La Ministre de la Culture et des Arts Sourya Mouloudji a déclaré en marge de l'ouverture de la Première conférence nationale pour le théâtre, au palais de la culture Moufdi Zakaria, que cette manifestation touche l'homme de théâtre sous tous ses aspects.



Organisée les 14 et 15 mars, cette conférence verra la participation des directeurs de théâtre de toutes les wilayas, des cadres, des experts, des comédiens et tout métier qui touche au domaine du théâtre. « Cette initiative concerne tous les métiers théâtraux. On doit prendre en compte ce qui est au cœur du théâtre et ce qui est dans son essence, en particulier l'artiste et la responsabilité de l'artiste envers sa société car à travers son métier, il expose un message et le théâtre est le meilleur moyen à travers lequel ce dernier est en relation directe avec le public » a confié la Ministre de la culture.

Soraya Mouloudji dira également : « Ce travail ne se fera pas sans impliquer l'artiste dans le processus de création et de production et aussi renforcer cette stratégie afin que nous ayons une vision et une direction ».

La ministre a insisté pour que les experts dessinent une carte qui incarnera cette vision. « J'espère que le problème sera résolu lors des ateliers et des débats qui auront lieu durant ces deux jours » a-t-elle affirmé. Précisant : « Les théâtres sont des sociétés publiques avec un aspect commercial, ils doivent trouver une stratégie de marketing, afin qu'ils puissent commercialiser leurs produits. Mais ce dernier ne peut aboutir s'il n' y a aucune production ».

« Nous voulons que cette année soit celle des distributions, afin de créer une sorte de dynamique et des échanges entre les théâtres. A cette occasion, nous organiserons des caravanes théâtrales qui sillonneront différentes wilayas du pays. Nous avons chargé le théâtre national algérien, pour qu'il organise cet évènement » a fait savoir la première responsable de ce secteur. La ministre a ainsi affirmé que » Le Ministère de la culture et des arts continue de chercher à examiner les problèmes auxquels le secteur culturel est confronté dans divers domaines, en élargissant le cercle de consultation des experts et des spécialistes afin d'identifier les perceptions efficaces et constructives suffisantes et nécessaires ». Et d'ajouter : « j'apprécie toutes les tentatives de réforme précédentes, mais nous devons admettre aujourd'hui qu'il est temps de s'attaquer à ces problèmes afin de développer l'expérience théâtrale algérienne, de la pousser vers plus de succès, d'excellence et de professionnalisme ». Selon la ministre il faut également « parvenir à un service culturel communautaire en préservant l'identité et les valeurs de la société algérienne, tout en bénéficiant des expériences internationales afin d'élever le produit artistique »

Elle appellera les experts à « élaborer une feuille de route à travers ces assises d'étude, une carte dont les grandes lignes et les repères seront conçus, vous les experts, les gens du théâtre ». Et de poursuivre : cette carte permettra avec des efforts et des volontés concertés, d'ajuster les résultats pour la gestion des institutions théâtrales et de les moderniser en fonction des développements technologiques actuels, au premier rang desquels la numérisation ».

Meriem Djouder

« LE THÉÂTRE DANS LES PAYS ARABES » DE AHMED CHENIKI

Une rencontre entre le théâtre, les autres arts et les différentes littératures

UN NOUVEAU trésor vient enrichir le manque dont souffre le 4e art algérien en matière d'ouvrages. Il s'agit du livre « le théâtre dans les pays arabes : Chronique d'une expérience singulière » du chercheur et critique dramatique Ahmed Cheniki, qui met en lumière non seulement le théâtre en Algérie mais aussi dans les pays arabes et d'Afrique. Ce livre de 404 pages est désormais disponible sur Amazon Kindle Direct Publishing (KDP), une plateforme d'auto-édition de livres électroniques et physiques d'Amazon. L'auteur parle du théâtre apparu dans des conditions historiques particulières dans les pays arabes et d'Afrique. Il aborde également le théâtre adopté au Machrek, juste après l'expédition de l'Egypte (1798-1801) qui, paradoxalement, poussa le vice-roi d'Egypte de l'époque, Mohamed Ali Pacha, à chercher à reproduire les formes européennes, dans les pays d'Afrique du Nord, cet art a été emprunté à l'Europe par nécessité historique, durant la colonisation.

Cet ouvrage tente selon l'auteur de « débroussailler un chemin qui permettrait une rencontre sans arrière-pensée entre le théâtre, les autres arts et les différentes littératures, au Maghreb » a-t-il écrit sur sa page officielle. Dans cette œuvre, Ahmed Cheniki tente, d'apporter des réponses à plusieurs questions dont « Comment et dans quelles conditions, l'art théâtral a été adopté ». « Une plongée dans l'Histoire est nécessaire pour cerner les contours de l'action théâtrale en Algérie. Ainsi, avions-nous interrogé les différents parcours de troupes et de comédiens (anciens) » a-t-il mentionné.

Ce livre qui ne s'arrête pas uniquement à l'inventaire de certains faits et manifestations présente les différentes tendances et itinéraires qui ont marqué la représentation théâtrale et culturelle en Algérie et dans les pays arabes. « La lecture de ce texte pourrait aider le lecteur à comprendre les crises et les événements qui secouent les sociétés arabes ces derniers temps » a-t-il dit. Ajoutant : « Le théâtre est ici le lieu, par excellence, de la mise en relief de belles choses, mais aussi et surtout de pratiques très sombres comme la censure, les différentes atteintes aux droits humains, mais aussi la place et la responsabilité de l'intellectuel et ses rapports avec les pouvoirs en place ».

Ahmed Cheniki est né à Collo en 1954 où il fait une partie de ses études puis finit son cycle secondaire au lycée du Mansourah à Constantine en obtenant le Bac Philo en 1974. Diplômé de l'institut national d'art dramatique de Bordj el Kiffan en 1976, il commence une carrière de journaliste tout en préparant une licence de Français à l'université d'Alger qu'il obtient en 1980. En 1983 il obtient un D.E.A à l'Université Paris IV- Sorbonne, Centre International d'Etudes Francophones puis enchaîne quelques années plus tard par un Doctorat, Sous la direction de MM Jean Déjeux et Robert Jouanny sur le thème : Théâtre en Algérie, itinéraire et tendances, qu'il obtient avec la mention très honorable.

En septembre 2001, il obtient auprès de l'Université Paris 12, l'habilitation à diriger des recherches en Lettres. Aujourd'hui, il est maître de conférences de littérature de langue française à Université de Annaba, tout en exerçant sa vocation de journaliste en collaborant pour divers journaux et revues.

Meriem Djouder

CONCERT MUSICAL

Une délégation de Moscou en visite à Alger

UN CONCERT musical a été animé, avant-hier à la Salle Ibn Khaldoun, en l'honneur d'une délégation officielle russe venue de Moscou, en visite à Alger, lors duquel elle a pu apprécier un bouquet musical varié reflétant la richesse et la diversité des patrimoines algérien et russe.

Ce concert intervient dans le cadre d'une visite de travail effectuée par une délégation russe venue de Moscou à Alger, marquée notamment par la signature dimanche d'un mémorandum d'entente entre la wilaya d'Alger et la ville de Moscou, en vue de développer des activités de coopération et de partenariat dans plusieurs secteurs.

A l'ouverture du concert, les hymnes algérien et russe ont été entonnés, suivis de morceaux de musique tirés du patrimoine russe, à l'instar des danses polovtsiennes du célèbre opéra «Prince Igor» d'Alexandre Borodine.

La célèbre chanson du folklore russe «Kalinka» du compositeur Ivan Larionov a également été présentée sous des applaudissements nourris, suivie d'une chanson populaire du compositeur Alexander Varlamov.

La deuxième partie était exclusivement algérienne avec des chansons comme «Koum Tara» du patrimoine andalou, «Goumari» du patrimoine saharien et «Ya Belhassen Ya Chedli» du patrimoine Aissaoua.

Le public a ensuite pu apprécier des classiques exécutés par le Chœur de la Fondation Art & culture de la wilaya d'Alger, dont «Chyoukh Bladi» de Naïma Ababsa, «Bahdja Beida» de Dahmane El-Harrachi, «Ya Hamam Bellagh Slami» d'El-Hachemi Guerouabi et «El Djazaïr» de Cheikh El-Yamine.

RC

AFFAIRE NEGREIRA

Nouvelles révélations accablantes pour le FC Barcelone

Le FC Barcelone n'est pas au mieux. Marqué à la culotte par Javier Tebas et la Liga à cause de ses finances, le club catalan doit faire face au scandale Negreira. Une affaire dans laquelle les Blaugranas sont soupçonnés d'avoir payé en tout plus de 6 M€ à la société de l'ex-vice-président du comité technique d'arbitrage espagnol, José Maria Enriquez Negreira.



Un scandale qui a même obligé le Real Madrid à se porter partie civile dans cette histoire. Concrètement, si le Barça est reconnu coupable de corruption, la Casa Blanca ne se privera pas de réclamer une compensation. De son côté, l'actuel président du Barça Joan Laporta a choisi de se défendre avec vigueur. Le Catalan avait dégainé une première fois sur Twitter, histoire de rassurer les fans blaugranas. «culers, restez tranquille. Le Barça est innocent de ce dont on l'accuse et victime d'une campagne contre son honneur dans laquelle tout le monde est désormais impliqué. Pas de surprise, nous allons défendre le Barça et démontrer l'innocence du Club. Beaucoup devront rectifier».

Hier, à l'occasion d'une réunion avec tous les capitaines des différentes sections du Barça, Laporta s'est montré un peu plus offensif. « Je me réjouis d'affronter toutes les crapules qui ternissent notre blason. Le Barça est un club avec des valeurs. Nous utilisons le mot valeurs, non pas pour faire bien, mais parce que les valeurs sont un élément fondamental de notre modèle d'excellence sportive. (…) Ne croyez pas que je m'emballe par faiblesse, je m'emballe parce que j'ai vraiment envie d'affronter toutes les crapules qui salissent notre blason. Que personne ne pense que c'est par faiblesse. » Sauf que plusieurs médias espagnols viennent de plomber la défense de Laporta.

El Mundo a en effet publié des extraits de conversations privées entre anciens dirigeants du Barça. « Nous avons payé en légitime défense », ont-ils déclaré, avant de confier avoir caché ces paiements au reste de leurs administrateurs et à une bonne partie de leurs cadres « pour les protéger ». Accablant. Mais la suite est pire pour Laporta. El Mundo et la Cadena SER ont dévoilé une information qui concerne directement l'actuel boss du Barça. En 2003, lors de l'arrivée de Laporta au pouvoir (pour son premier mandat), Sandro Rosell (José Maria Bartomeu faisait également partie de l'équipe) aurait clairement expliqué : « si nous voulons qu'ils continuent à nous respecter, nous devons continuer à payer », avant d'ajouter que cet arrangement est un héritage de l'ère Gaspart et qu'il était nécessaire d'augmenter les paiements à l'ancien arbitre « s'ils voulaient être respectés ». L'étau se resserre…

LE DOUBLE JEU DU REAL MADRID

Les deux géants espagnols sont au cœur de l'actualité depuis que le scandale Negreira a éclaté. Mais la Casa Blanca ne veut pas trop taper sur les Blaugranas, malgré sa posture officielle. Explications.

Depuis que le scandale Negreira a éclaté en Espagne, le FC Barcelone est englué dans un pétrin XXL. Accusé d'avoir payé pour avoir les faveurs des arbitres durant plusieurs années, le club catalan s'expose à de très lourdes sanctions. D'autant que de nouvelles révélations de la presse ibère tendent à affirmer que l'actuel patron des Blaugranas, Joan Laporta, était au courant de ces manigances. Dans ce contexte très tendu, la réaction officielle du Real Madrid a également beaucoup fait parler.

Dans un communiqué, la Casa Blanca s'est portée partie civile. « Le conseil d'administration du Real Madrid C. F. a pris connaissance, lors de sa réunion d'aujourd'hui, des graves accusations portées par le ministère public de Barcelone contre le FC Barcelone (…) sur la base de délits potentiels, entre autres, de corruption dans le domaine du sport, annonce le club merengue. Le Real Madrid exprime sa profonde préoccupation quant à la gravité des faits et réitère sa pleine confiance dans l'action de la justice et a convenu que, pour défendre ses intérêts légitimes, il comparaîtra dans la procédure dès que le juge l'ouvrira aux parties lésées. »

Une annonce que beaucoup ont interprétée comme une déclaration de guerre au FC Barcelone. Mais en coulisses, Florentino Pérez et ses sbires ne seraient pas si durs avec la direction actuelle du Barça. El Confidencial explique que pour Pérez, Laporta est intouchable. Le duo Pérez-Laporta, fondé depuis l'épisode de la Super League, est ébranlé, mais le boss des Merengues estime qu'il n'est pas la personne sur qui taper dans le scandale Negreira. Le média ajoute également que si le Real a publié un communiqué, c'était surtout pour satisfaire ses socios. La sortie médiatique madrilène a donc été plutôt soft, sans viser Laporta. Et ce dernier a d'ailleurs répondu à ses détracteurs sans citer une seule fois la Casa Blanca et Pérez.

De son côté, Carlo Ancelotti est bien conscient que cette affaire occupe une place très importante dans l'espace médiatique. Mais après l'entraînement, il a tenu à faire passer un message très clair à ses joueurs, alors que le Clásico doit se jouer dans cinq jours. « Je vous le dis pour la dernière fois : je ne veux pas me laisser distraire par ce problème, ni avant Liverpool, ni avant le Clásico. Ce problème sera résolu par les tribunaux, nous nous occuperons de nos affaires, de gagner les matchs », leur aurait-il dit selon Defensa Central.

PSG

Lionel Messi réclame 600 M€ à l'un de ses courtisans !

ALORS que son avenir au PSG est très incertain, l'Argentin serait toujours dans le viseur d'un club saoudien. Une équipe à laquelle son clan réclame une véritable fortune.

Restera ? Restera pas ? À 35 ans, Lionel Messi arrive à la fin de son contrat avec le Paris Saint-Germain. L'Argentin ne manque pas d'offres, mais son choix est cornélien. Le FC Barcelone pousse pour le faire revenir en Catalogne. Mais la santé actuelle des Blaugranas laisse à désirer, tout comme leur capacité à briller en Ligue des Champions.

Car si Messi décide de quitter le PSG, il espère retrouver un club capable d'aller très loin dans la compétition reine des formations européennes. C'est là que Paris a ses chances puisqu'aucun autre favori de l'épreuve ne s'est manifesté. Aujourd'hui, Messi a donc le choix entre rester à Paris ou aller tenter l'aventure dans un championnat exotique comme la MLS.

Mais ce n'est pas tout. Alors que la presse argentine indiquait récemment que la Pulga allait se rendre en Arabie Saoudite lors de la trêve internationale, dans le cadre d'une opération de sponsoring, El Chiringuito a lâché une petite bombe. L'histoire ne serait pas terminée entre le clan Messi et la formation d'Al Hilal.

Pour rappel, le club saoudien serait prêt à offrir à Messi un contrat annuel de 300 M€ pour le faire venir dans le Golfe. Et répondre ainsi à la signature de CR7 à Al Nassr. Mais les Messi se montrent très gourmands puisqu'ils réclameraient pas moins de 600 M€ à Al Hilal ! Le média espagnol ne précise pas toutefois les modalités contractuelles et la répartition financière concernant la demande du clan Messi.

WOBOUFARIK BASKET-BALL.

L'Agonie d'un prestigieux club

SOS ! La sonnette d'alarme est tirée. Y a-t-il quelqu'un avec des solutions aux problèmes pour sauver la discipline reine à Boufarik, en l'occurrence le basket-ball ? Tous les amoureux de la balle rouge à Boufarik se souviennent de ce majestueux club qui a fait la fierté de la ville et donné du bonheur à des milliers de Boufarikois tous âges confondus.

Le WA Boufarik, club emblématique du basket-ball algérien, fait face depuis le début de saison à une crise financière sans précédente. Malgré la bonne prestation du club depuis l'entame du championnat, et devant une salle comble à chaque match, le président et son staff, ne peuvent faire face à cette crise qui menace d'en voyer le club à une situation des plus délicate. Le président du club '' K. Mehnaoui'' a indiqué au jeune indépendant, que «le club traverse une crise financière ou les joueurs n'ont pas perçu leurs salaires depuis le mois d'Aout 2022 à ce jour (08 mois) « si aujourd'hui, nous sommes toujours sur le terrain tout en enchainant victoire après victoire, c'est grâce à la bonne volonté des joueurs et de leur professionnalisme. » et d'ajouter « nos caisses sont vides, j'ai frappé à toutes les portes, mais en vain, que des promesses, mes joueurs ne peuvent pas tenir très longtemps avec cette situation qui perdure, après le match à Sétif ce mardi (ndlr 14 Mars), une gréve l'ensemble de l'équipe serait envisageable, ou nous risquons de perdre le prochain match à domicile par forfait. » 09 fois championne d'Algérie, détentrice de 08 coupes, 02 supers coupes avec 12 participations en Coupe arabe et 02 en Coupe d'Afrique, tel était le palmarès éloquent de la prestigieuse équipe de basket de Boufarik. Cette association sportive, dans un passé récent, était le fleuron et la fierté de la ville. Le WAB basket-ball était le berceau de plusieurs joueurs devenus plus tard les élites des équipes nationales dans différentes catégories. Ces joueurs ont mené la balle rouge à un niveau international très appréciable. Le club était une véritable école, où ont grandi nombre de joueurs boufarikois. Désormais, le WAB section basket vit une crise sans précédent. Aujourd'hui, le club est délaissé. Ses enfants qui l'aiment vraiment sont à son chevet, ce sont des techniciens de formation qui le gèrent avec le peu de moyens qu'ils ont, car les subventions allouées par la wilaya et l'APC sont en deçà des besoins du club, et devant cet état de fait le club joue sa survie.

La balle est aujourd'hui dans le camp de ceux qui veulent sauve le devenir du basket à Boufarik, et ce, pour le bien de tous les supporteurs du club. Le SOS est lancé, en attendant que chacun y mette du sien APC, Daira, DJS et Wilaya. pourquoi pas un sponsor. Ne dit-on pas à juste titre, au demeurant, que l'union fait la force. Alors… à bon entendeur, salut !



FOOT/FORMATION

FAF envisage de lancer 16 académies à travers le pays



LA FÉDÉRATION algérienne de football (FAF) a annoncé mardi son projet de lancer 16 académies de formation pour les jeunes talents «réparties sur plusieurs wilayas». «Le Directeur technique national (DTN) Mustapha Biskri, a été chargé par le bureau fédéral de préparer une étude portant sur la mise en place de structures de formation de jeunes talents, en s'appuyant sur les infrastructures relevant du secteur de la jeunesse et des sports et réunissant toutes les commodités nécessaires pour mener un tel programme ambitieux», a indiqué la FAF dans un communiqué. Dans une première étape, la DTN-FAF a recensé plusieurs sites susceptibles d'accueillir 16 académies réparties sur plusieurs wilayas, y compris dans le sud. Ce qui permettra un maillage intéressant pour capter un maximum de jeunes dans le cadre d'une large opération de détection qui seront affectés aux différentes académies, souligne l'instance fédérale. Pour mener à bien ce projet, la FAF a souligné qu'elle «bénéficiera de l'accompagnement du Ministère de la jeunesse et des sports et du Groupe Sonatrach, mais également de la Direction de développement de la FIFA qui a exprimé son intérêt pour ces projets.», tout en révélant que le président de la FAF Djahid Zefizef «a reçu l'appui de l'instance du football mondial quant à l'intérêt de lancer un vaste programme de formation à moyen et long terme, encadré par des compétences avérées.»

Pour sa part, le football scolaire fait partie également du schéma de développement pour lequel la DTN-FAF accorde un intérêt certain, surtout après le lancement par la CAF d'une compétition continentale au niveau de ses zones.

Dans ce cadre et en prévision de la 2ème édition du tournoi UNAF Scolaire, la DTN a lancé un championnat selon la formule coupe à élimination directe.

Khabouz nouveau président de la Commission Coupe d'Algérie

LE MEMBRE du Bureau fédéral Ahmed Khabouz, a été désigné nouveau président de la Commission Coupe d'Algérie, en remplacement d'Abdelhafid Fergani, a indiqué la Fédération algérienne de football (FAF) lundi. «Khabouz est chargé de coordonner avec son prédécesseur et la Direction technique nationale ainsi que les différentes Ligues nationales pour la prise en charge de la programmation des tours restant de l'épreuve populaire», a précisé l'instance fédérale dans un communiqué publié sur son site officiel.

Les membres du Bureau fédéral ont approuvé la désignation de Khabouz, lors d'une session extraordinaire tenue dimanche au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa. Abdelhafid Fergani, président de la Ligue régionale de Blida, était à la tête de la commission de l'épreuve populaire, avant de se retirer du Bureau fédéral en application du décret concernant le non cumul entre la responsabilité élective et exécutive et la responsabilité administrative au sein des structures d'organisation et d'animation sportives, au même titre que trois autres membres : Azzedine Bennacer, Mohamed Ghouti, et Touati Derdour.

«Par ailleurs, et dans le cadre de ses missions de président de la Commission du football amateur, Khabouz a fait une présentation du système de compétition du championnat national de Futsal et d'autres thèmes liés aux activités et au déroulement des différentes compétitions», conclut la même source.

Marre de Windows ? Windowsfx est peut-être la distribution Linux pour vous



Open Source : Windowsfx est une distribution Linux qui imite remarquablement bien Windows 11. Si vous cherchez à quitter le système d'exploitation propriétaire, c'est donc une excellente option.

Si vous n'avez jamais utilisé d'autre système d'exploitation que Windows, vous êtes déjà familiers d'un certain nombre de ses problèmes habituels. Mais si je vous disais qu'il existe une alternative depuis 1997 ? Eh oui, je parle bien de Linux.
Avant de lever les yeux au ciel, attendez une seconde. Bien sûr, il y a des tonnes de distributions Linux, allant de la très basique à la très complexe. Certaines adoptent une disposition de bureau traditionnelle avec un panneau inférieur, une barre d'état système et un menu. Il existe également des bureaux qui tentent de tout réinventer pour créer une interface plus moderne et élégante.
Au milieu de tout ça, pour celles et ceux qui n'ont connu que Windows, il y a Windowsfx. Cet OS utilise l'environnement de bureau KDE Plasma pour livrer une interface très proche de Windows 11. Un œil distrait ne verrait même pas la différence avec une véritable installation Windows 11.

Environnement logiciel
Mais Windowsfx n'est pas seulement un OS avec une interface proche du système d'exploitation de Microsoft.
La distribution inclut également la prise en charge des applications Android et des applications MS comme Edge, Teams, Skype, PowerShell, Office Online et OneDrive. Vous trouverez également d'autres applications, notamment :
KMail (et toutes les applications KDE de base) ;
AnyDesk ;
Google Chrome ;
K3b ;
ONLYOFFICE ;
Java 17 ;
Steam ;
VLC Media Player ;
Winetricks.
Dès le premier lancement, Windowsfx répondra à la plupart de vos besoins. Avec deux suites bureautiques différentes, deux navigateurs Web et Wine préinstallé (pour exécuter des applications Windows), vous pouvez presque tout faire avec Windowsfx. Il suffit de cliquer sur le bouton Démarrer pour faire apparaître le menu où vous pouvez accéder à toutes les applications installées.

A l'usage
En un mot, l'expérience Windowsfx est impeccable. L'OS saura répondre à vos besoins, quels qu'ils soient. Même l'installation d'une application comme Notepad++ s'est déroulée sans problème. Il suffit de télécharger le fichier .exe, de double-cliquer et de suivre les instructions à l'écran.
Contrairement à Windows 11, qui limite la façon dont vous pouvez personnaliser ce bureau, Windowsfx est hautement personnalisable. Si quelque chose ne vous plaît pas, vous pouvez le changer. De plus, opérer ces changements n'est pas aussi difficile que vous le pensez. Ouvrez l'application Paramètres et vous aurez pléthore d'options de personnalisation à portée de main.
Windowsfx n'est rien d'autre que Windows 11 sous stéroïdes. Si vous ne recherchez pas une version plus personnalisable de Windows 11, vous pouvez aussi vous en tenir aux paramètres par défaut et profiter d'un système d'exploitation dont l'interface et l'ergonomie sont très proches de ceux de Windows, avec en plus la stabilité et la sécurité de Linux.
Quelle que soit l'expérience que vous recherchez, Windowsfx peut vous l'offrir. Si vous recherchez le système d'exploitation parfait pour vous aider à quitter Windows, Windowsfx est probablement le meilleur choix.

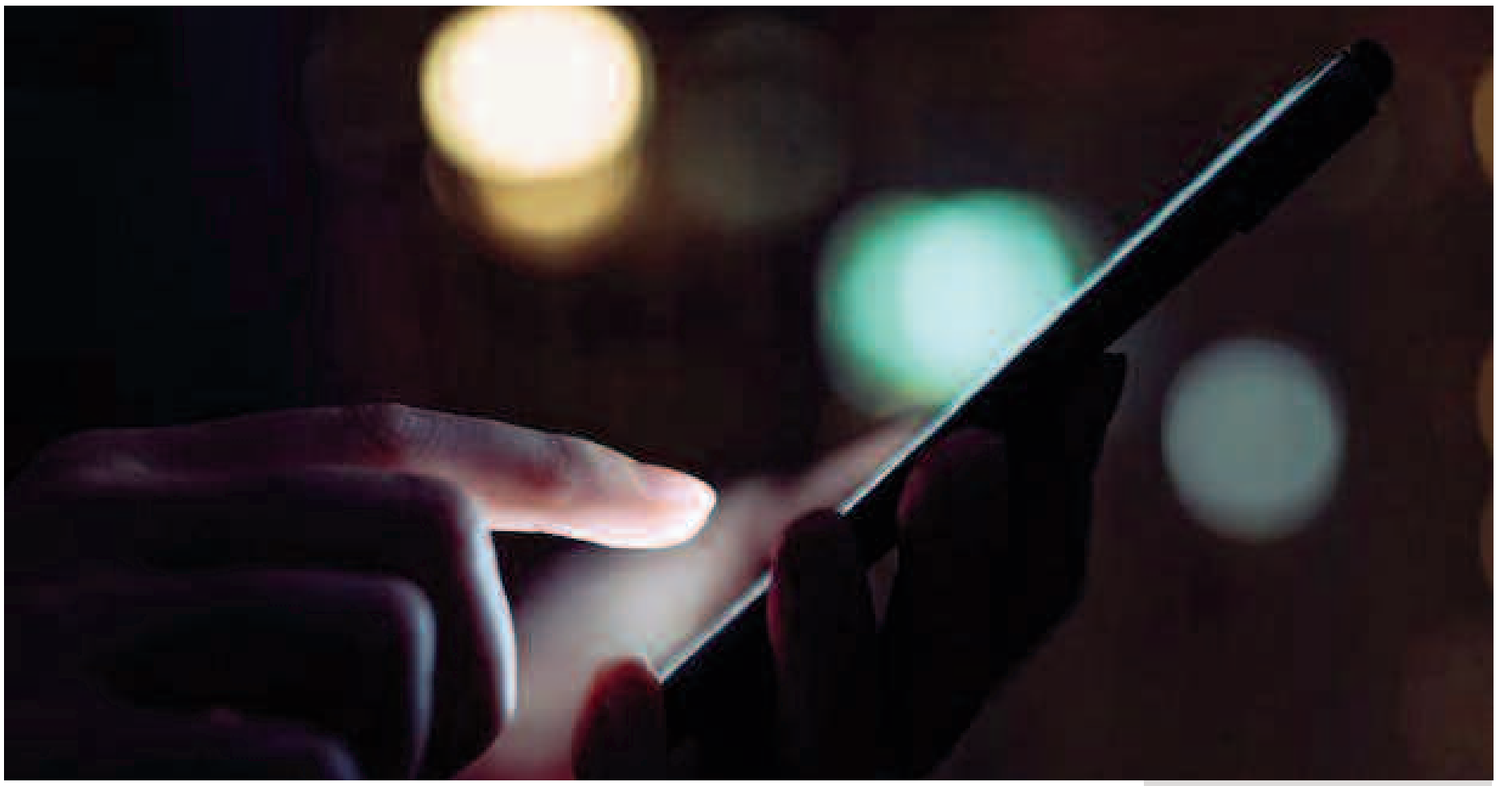
Stockage Objet : où en est-on ?



TRANSFORMATION DIGITALE : Fujifilm fait partie de ces fabricants qui ont développé des solutions d'archivage pour le Stockage Objet à la fin de la précédente décennie. Deux ans après le lancement de leur logiciel d'archivage de données, le FUJIFILM Object Archive, nous pouvons faire un premier point sur l'état du marché du stockage objet et de la perception que les utilisateurs en ont.
Est-ce que votre expérience personnelle dans la vente de logiciel pour stockage objet vous permet d'établir un premier état des lieux ? En d'autres termes, existe-t-il un véritable intérêt pour cette nouvelle stratégie de gestion des données et des fichiers ?
D'une certaine manière il n'y avait pas grand suspense, ce qui explique également la raison pour laquelle ce nombre de fabricants se lancent dans cette aventure. En ce qui concerne mon domaine, à savoir l'archivage des données, c'est-à-dire l'accumulation des données sur le long terme, l'arrivée du stockage objet correspond à ces changements de cycles qui se produisent lorsque la quantité globale de données générées sur le marché informatique appelle à plus de flexibilité quant à l'accès aux fichiers.
Une grande révolution a eu lieu à la fin des années 2000 lorsque les utilisateurs informatiques prirent la décision de convertir leurs données de format papier en données numériques. Le papier était, dans l'absolu le meilleur format possible : pas cher, plus écologique que la donnée numérique, et qui propose une durée de vie en archivage de près de 100 ans. Le papier était l'option idéale jusqu'à une certaine quantité de données à conserver. Le problème étant que l'accès à une information perdue dans des salles d'archives contenant des milliers de pages de données devenait fastidieux. D'où la donnée numérique. De la même façon, l'incroyable explosion de création de nouvelles données au cours de la précédente décennie finit par convaincre les utilisateurs d'opter pour une gestion des données plus ergonomique, plus confortable.
La structure plate que propose le stockage objet, avec cette capacité à laisser les objets (ou fichiers) de manière non-structurée, réduit considérablement la charge de travail en termes de rangement des fichiers et favorise la localisation rapide des données grâce aux moteurs de recherches enrichis par les métadonnées qui deviennent une sorte de mots clés. De manière vulgaire, on peut dire que certains utilisateurs, qui sont confrontés à une création trop importante de fichiers, ne vont plus ranger leurs fichiers dans les ''dossiers jaunes'', comme il nous arrive à tous de le faire, et, qu'en échange, ils vont travailler avec un moteur de recherche particulièrement puissant afin de retrouver rapidement leurs fichiers. Encore une fois, le File System qui est une solution particulièrement pratique est l'option idéale pour un grand nombre d'utilisateurs. Il peut toutefois imposer une charge de travail très importante à certaines entreprises qui stockent une quantité importante de fichiers.

Qu'entendez-vous par transmission et partage ?
Nous observons un besoin grandissant dans certains segments de l'économie de faciliter la transmission des données et leur accès à un plus grand nombre d'individus au sein des entreprises. C'est un fait dans le domaine financier, dans les banques. C'est également le cas dans le secteur scientifique où on a besoin de rapatrier des résultats de recherches effectuées dans différents bureaux à un point central. Des universités veulent donner un meilleur accès aux données à leurs étudiants.
L'industrie et le Broadcast sont également friands de telles améliorations. Dans ce domaine, la grande utilisation du S3 d'Amazon, combiné à la nature même du stockage objet ont clairement joué un rôle positif.
La fonction Multipart Upload, qui n'est pas propre au stockage objet, permet, aujourd'hui, de transférer des fichiers de tailles bien plus importantes que par le passé. Le S3 est un protocole dit ''ouvert'', ce qui veut dire qu'il profite des mises à jour effectuées par des centaines d'utilisateurs à travers le monde : le résultat étant qu'il propose un extraordinaire éventail de compatibilités avec les logiciels, applications et langages existants.
Cela résulte en une installation plus facile du système et une réduction de la charge de travail.
Enfin, la structure plate du stockage objet, mentionnée plus haut, contribue à un accès plus facile aux données. Toutes ces améliorations contribuent à cette idée que, demain, une donnée ne sera plus seulement accédée par l'individu qui l'a enregistrée mais par un plus grand nombre d'utilisateurs. Dans mon domaine, l'archivage des données, le stockage objet est clairement perçu comme une solution allant dans ce sens.

Cybersécurité : Kaspersky dénombre 365 victimes de stalkerware en 2022



Sécurité : Le nombre de victimes est en légère baisse, selon Kaspersky, mais le phénomène reste un problème mondial. Et, avertit l'éditeur, « le problème ne disparaîtra pas de lui-même ».

Selon les données de Kaspersky, le nombre de victimes de stalkerware, ces logiciels espions destinés à surveiller l'activité en ligne d'un ou d'une conjointe, est en baisse d'environ 10 % en 2022. En France, l'éditeur de cybersécurité a ainsi décompté 365 victimes de stalkerware en 2022, contre 410 en 2021 et 904 en 2020. Ce qui situe l'Hexagone au 14e rang des pays les plus touchés – la Russie, le Brésil et l'Inde étant en tête.

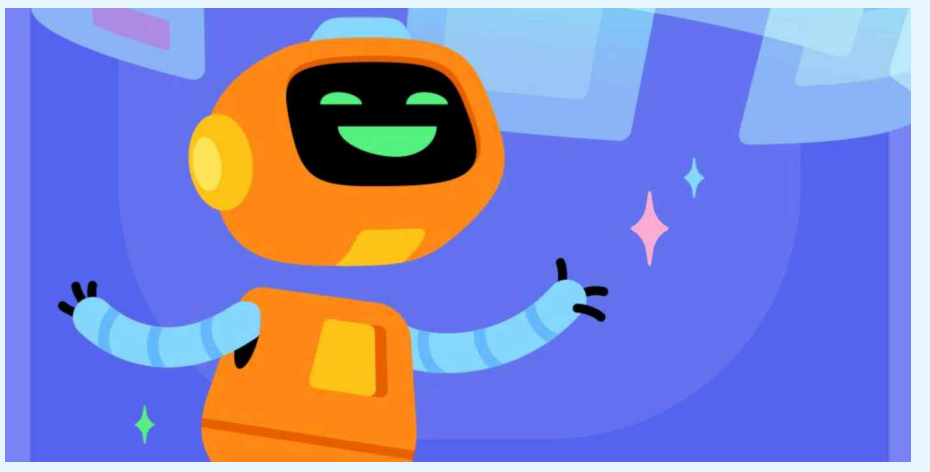
Autant de chiffres préoccupants – l'utilisation d'un tel logiciel espion peut s'accompagner ou favoriser des violences physiques - qui doivent être pris toutefois avec des pincettes. Ces statistiques reflètent en effet seulement le nombre d'utilisateurs mobiles uniques affectés par un stalkerware et utilisant l'une des solutions de sécurité de Kaspersky. Ainsi, il n'est pas étonnant de retrouver la Russie en tête des pays touchés, ce pays étant le marché historique de l'éditeur.
Mais, même si ces chiffres sont partiels, ils constituent un indicateur intéressant alors qu'on manque de données pour analyser l'ampleur de l'utilisation des logiciels espions.

« Le problème ne disparaîtra pas de lui-même »

« Malgré une légère baisse en 2022, le problème des stalkerwares reste un phénomène mondial », estime ainsi Kaspersky, engagé dans la coalition contre les stalkerwares, cette organisation qui regroupe plusieurs éditeurs de logiciels antivirus et associations luttant contre ce phénomène.
« La stabilité relative enregistrée cette année met en évidence l'ampleur mondiale du harcèlement en ligne, et suggère que le problème ne disparaîtra pas de lui-même », ajoute l'éditeur.
A terme, on peut cependant espérer avoir des données plus complètes. Pour mieux repérer les stalkerwares, l'association de lutte contre les cyberviolences sexistes Echap tient ainsi un dépôt GitHub sur les indicateurs de compromission, les traces laissées par ces logiciels espions.

Et l'un des anciens chercheurs du GreAT de Kaspersky, Félix Aimé, a également développé le projet Tiny Check, un logiciel qui analyse en direct les communications réseau pour détecter la présence de stalkerwares actifs sur l'appareil.
Un type d'application qui s'est diffusé ces derniers mois dans les services de police et de justice français.
Le bureau d'aide aux victimes du tribunal judiciaire de Paris est ainsi équipé du dispositif Deloge depuis septembre 2022, de même que des brigades de gendarmerie des Yvelines, dotées d'un dispositif similaire. Autant d'applications qui pourraient permettre de mieux détecter l'utilisation de logiciels espions et de lutter contre de tels usages frauduleux.

Encore plus d'IA arrive sur Discord, y compris ChatGPT



Technologie : La plateforme sociale se penche sur l'IA et ajoute de nouvelles fonctionnalités pour optimiser l'expérience utilisateur. Voici ce à quoi vous pouvez vous attendre.
Discord n'est pas un nouveau venu dans le domaine de l'Intelligence Artificielle. Abritant le serveur de Midjourney, Discord est un leader dans la vague d'IA générative que nous vivons actuellement.
Et jeudi dernier, Discord a annoncé de nouveaux ajouts à l'IA sur la plateforme, notamment ChatGPT d'OpenAI.
Discord propose depuis toujours Clyde, un robot serviable destiné à vous aider à naviguer sur la plateforme. Et donc Clyde va être doté d'une intelligence (artificielle) grâce à l'implémentation de ChatGPT. Clyde disposera désormais des capacités conversationnelles de ChatGPT et tiendra donc des conversations avec vous et vos amis. Pour accéder au chatbot, il vous suffira de taper "@Clyde" dans n'importe quel serveur et vous pourrez commencer à discuter.
Clyde peut également vous aider en démarrant un fil de discussion, en recommandant des listes de lecture ou en accédant à des GIF et des emojis. Malheureusement, Clyde est encore en phase de test, mais Discord affirme que le changement de look de Clyde arrivera "bientôt" sur la plateforme.

45 millions de messages indésirables bloqués

L'année dernière, Discord a introduit AutoMod, un modérateur de serveur qui a automatiquement bloqué plus de 45 millions de messages indésirables sur les serveurs avant même qu'ils ne soient publiés. Le modérateur de serveur est désormais doté d'une certaine intelligence artificielle.
L'IA d'AutoMod utilisera la technologie OpenAI pour alerter les modérateurs lorsque les règles du serveur ont été enfreintes, tout en tenant compte du contexte de la conversation. Cette fonctionnalité est testée dès à présent sur un nombre limité de serveurs, selon Discord.
Des résumés de conversation seront également ajoutés à la plateforme. Grâce à l'IA, les flux de messages seront regroupés en thèmes afin que vous puissiez vous tenir au courant des informations qui vous intéressent. Cette fonctionnalité sera testée dès cette semaine.
Un générateur d'images à partir de texte alimenté par l'IA
Parmi les autres mises à jour, citons la fonction Avatar Remix, qui permet aux utilisateurs de "remixer" d'autres avatars à l'aide de modèles d'image génératifs. Le code d'Avatar Remix est gratuit et déjà disponible sur Github pour les développeurs.
Discord laisse enfin entendre qu'un espace visuel collaboratif pourrait bientôt arriver sur la plateforme, qui inclurait un générateur d'images à partir de texte alimenté par l'IA. Enfin, Discord a ajouté des ressources à son programme d'incubateur d'IA destiné à promouvoir et à soutenir l'IA sur Discord.

Le premier casino du monde !

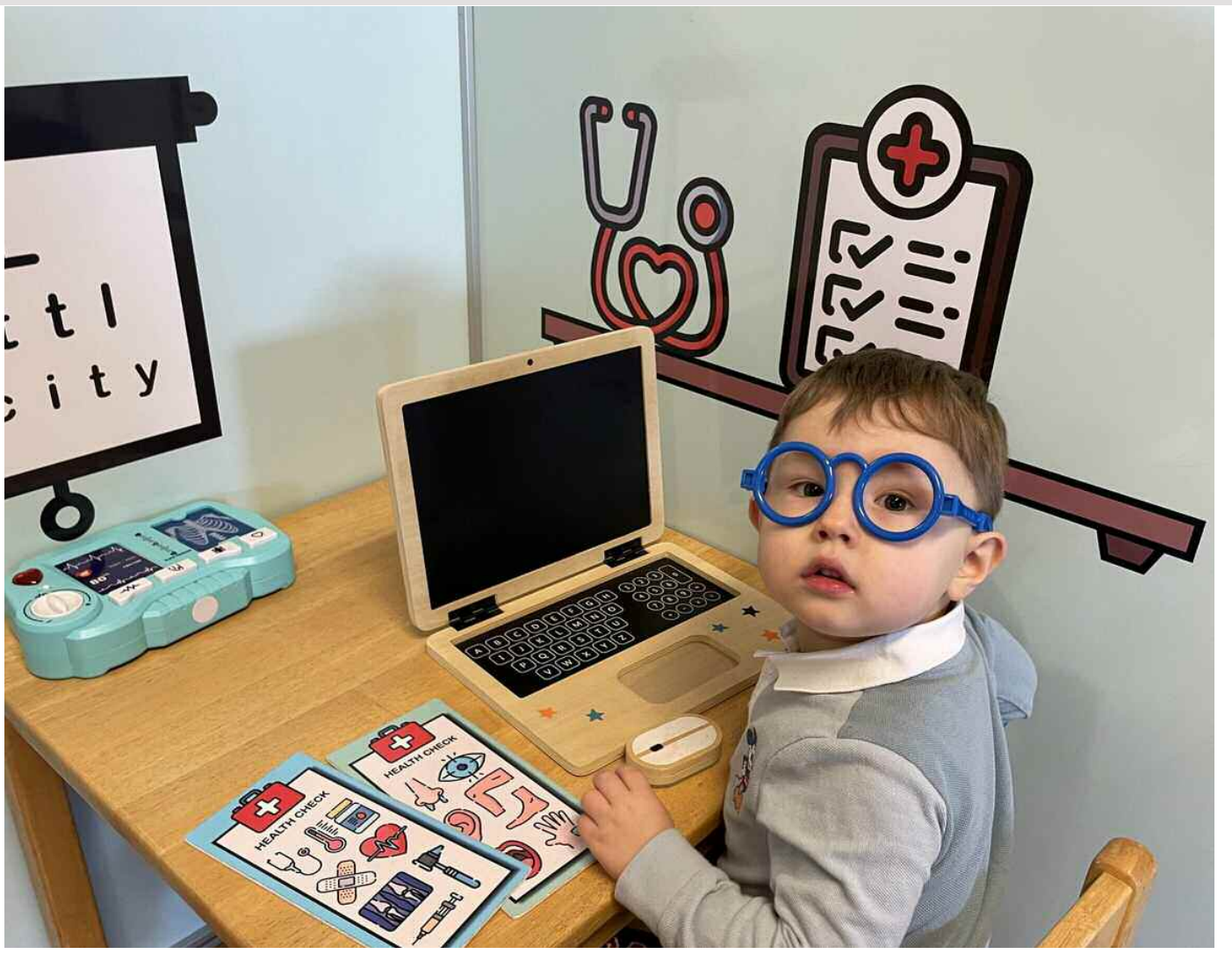


LE JEU est une activité sociale qui remonte à l'histoire ancienne, en effet, jouer dans des casinos a existé pendant des siècles à travers différentes civilisations.
L'origine précise du jeu est inconnue. Il est généralement admis que le jeu sous une forme ou une autre a été vu dans presque toutes les civilisations dans l'histoire. Une grande partie de l'histoire est remplie d'histoires de divertissement basés sur des jeux de hasard.
Chaque civilisation a documenté une certaine forme de jeux similaires à ceux joués dans des casinos. Les Chinois, par exemple, ont créé des jeux de hasard en 2300 av. J.-C. Cependant, ceux-ci étaient plus comme les bookmakers, en réalisant des paris sur différents sports ou événements.
Ainsi, le jeu date d'environ 4300 années selon les historiens bien que ses origines précises demeurent inconnues, mais l'idée de jouer à des jeux dans un cadre de casino est un concept plus moderne. Au fil des ans, cette activité sociale s'est considérablement développée pour ce qu'elle est aujourd'hui avec notamment le développement des casinos en ligne. Mais Vous ne vous êtes Jamais demandé quand le premier casino a vu le jour ?
«Casino» est dérivé du mot italien « cascina » qui signifie « petite villa », on peut donc réduire notre zone de recherche du premier casino jamais construit à la côte méditerranéenne, à laquelle les premiers vrais casinos comme nous les connaissons ont vu le jour.
Ouvert en 1638, le Casinò di Venezia est ce que les gens croient être le premier casino jamais construit, ce casino est encore en activité aujourd'hui dans la ville de Venise en Italie. Cependant, il peut ne pas être le premier casino de l'histoire, comme il y aurait eu d'autres constructions à la même époque dans la même ville, mais une chose est sûre, Venise est la ville où les premiers casinos ont été construits et le Casinò di Venezia est certainement un candidat de choix pour être le premier casino jamais construit dans le monde.

Il existe une pizzeria en Alaska qui livre ses pizzas par avion !

« AEROPORT PIZZA » est une pizzeria, située en Alaska, qui livre les pizzas par avion et le plus étonnant est que la livraison est gratuite grâce à une société appelée Frontier Flying Service. La pizzeria livre en moyenne 10 pizzas par jour et l'avion peut parcourir jusqu'à 300 kilomètres pour livrer une pizza qui coûtera au maximum 30 dollars (22 euros).

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



Il a appris (tout seul) à lire à 2 ans et compte en 6 langues à 4 ans

Le petit anglais Teddy, 4 ans, est l'un des plus jeunes membres de l'organisation internationale Mensa, société réservée aux QI les plus élevés de la planète, relate la BBC.
Teddy a appris à lire tout seul vers 26 mois, confie sa mère, Beth. Selon elle, en regardant des programmes télévisés pour enfants. "Après le confinement, il est rentré à l'école maternelle et une institutrice nous a confirmé qu'il savait bel et bien lire". Les parents du petit surdoué n'étaient cependant pas au bout de leurs surprises.

"JE COMPTE EN MANDARIN"
En effet, un jour "alors qu'il jouait sur sa tablette", Beth l'entend prononcer des sons qu'elle ne comprend pas: "Je lui demande ce qu'il fait et il me répond: 'Je compte en mandarin (ndlr: langue chinoise majoritaire), maman", raconte-t-elle. L'enfant sait désormais compter jusqu'à 100 en 6 langues, en plus de l'anglais. À l'âge de 3 ans, Teddy a intégré le cercle très fermé de la société Mensa, réservée aux QI les plus élevés. Il est le membre le plus jeune du Royaume-Uni.
En juillet dernier, la petite Américaine Isla McNabb, 2 ans et demi, était devenue la membre la plus jeune de l'histoire de cette organisation (suite ci-dessous).



"GARDER LES PIEDS SUR TERRE"
Ses parents souhaitent toutefois lui offrir une enfance "normale": "Il commence à se rendre compte que ses amis ne savent pas lire et il ne comprend pas pourquoi, mais il est important pour nous de veiller à ce qu'il garde bien les pieds sur terre. S'il a d'autres talents, très bien, mais il les relativise aussi: 'Oui, je sais lire mais mon copain court plus vite que moi', dit-il. Chacun possède donc son petit talent personnel", conclut la mère.

En 1963, la mer gelait à Noirmoutier : un passionné de films retrouve des images inédites

UN AMATEUR de films a récupéré des images de l'hiver 1963 à Noirmoutier (Vendée), où le port était pris dans les glaces. Des images insolites à découvrir.
L'hiver 1962-1963 a été glacial pendant de très longues semaines dans toute la France. La Vendée n'a pas été épargnée et cette période a marqué les esprits de ceux qui l'ont connu. Il a neigé énormément et les températures autour de -10°C, allant jusqu'à -15°C ont complètement transformé le paysage. Dans les archives des journaux de l'époque, on retrouve des témoignages décrivant un département complètement paralysé avec des routes gelées.



Presque aucun endroit sur Terre n'est à l'abri de la pollution de l'air, préviennent les scientifiques



Selon une étude inédite, quasiment aucune zone de la Terre n'est épargnée par la pollution de l'air. Les microparticules sont responsables de la mort de huit millions de personnes chaque année.

La pollution de l'air enveloppe tous les endroits sur Terre, même les plus isolés. C'est ce qui ressort d'une étude inédite réalisée par l'université Monash, en Australie, et relayée par Science Alert vendredi 10 mars 2023. Ce travail de recherche est le premier à analyser l'évolution de l'exposition journalière aux particules fines à l'échelle mondiale sur plusieurs décennies. Pour cela, il aura fallu analyser les données fournies par près de 5 500 stations de surveillance disséminées dans 65 pays.

Huit millions de morts par an

Même dans les îlots les plus reculés de la planète, la probabilité d'être exposé à la pollution de l'air est forte. Ainsi, seulement 0,0001 % de la population mondiale pouvait se vanter de ne quasiment pas être affectée par ce fléau en 2019. Car ces minuscules particules, d'un diamètre de 2,5 micromètres (PM2,5) entraînent chaque année la mort de huit millions de personnes dans le monde.

En s'insérant dans les voies respiratoires, elles peuvent provoquer de graves problèmes respiratoires et cardiaques.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fixé son seuil de sécurité quotidien à 15ug/m3. Un niveau qui n'a eu de cesse d'être franchi entre 2000 et 2019, selon l'étude. En près de vingt ans, le niveau moyen de pollution atmosphérique était de 32,8 ug/m3, soit plus du double du seuil requis. Près de 70 % des jours ont dépassé le taux de sécurité établi par l'OMS. Avec des degrés divers selon les régions du globe.

L'Asie fortement affectée

Sans surprise, le continent asiatique est le plus exposé aux particules fines, avec un taux moyen de plus de 40 ug/m3.

Dans les zones très fortement peuplées, la population suffoque. En février 2020, la société suisse IQair, avait révélé que neuf des treize capitales où la qualité de l'air était la plus mauvaise se trouvaient en Asie.

Si l'est du globe concentre les taux de particules fines les plus élevés, les autres continents ne sont pas épargnés. L'Afrique arrive en deuxième position. Derrière, l'Europe et l'Amérique du Nord ont vu leur niveau de pollution légèrement diminuer, mais se maintiennent à un niveau élevé.

L'Australie, consumée par les immenses feux de brousse déplorés en 2019, et la Nouvelle-Zélande, ont vu leurs seuils augmenter ces deux dernières décennies. Ces deux pays océaniens se maintiennent cependant en-dessous du seuil fixé par l'OMS.

Une nouvelle méthode pour mesurer les émissions de CO2 des pays

UNE ÉQUIPE de chercheurs propose une toute nouvelle méthode pour mieux mesurer les émissions de dioxyde de carbone de chaque pays.

Dans un contexte où le changement climatique est dans tous les esprits, surveiller étroitement les émissions de dioxyde de carbone (CO2) est devenu pour chaque pays du monde un incontournable. Mais face aux insuffisances des méthodes de mesure actuelles, une équipe composée d'une soixantaine de scientifiques a décidé de recourir à une toute nouvelle méthode, relate le site Futura Sciences. Ces chercheurs ont décidé de se baser sur les données fournies par un satellite d'observation de la NASA.

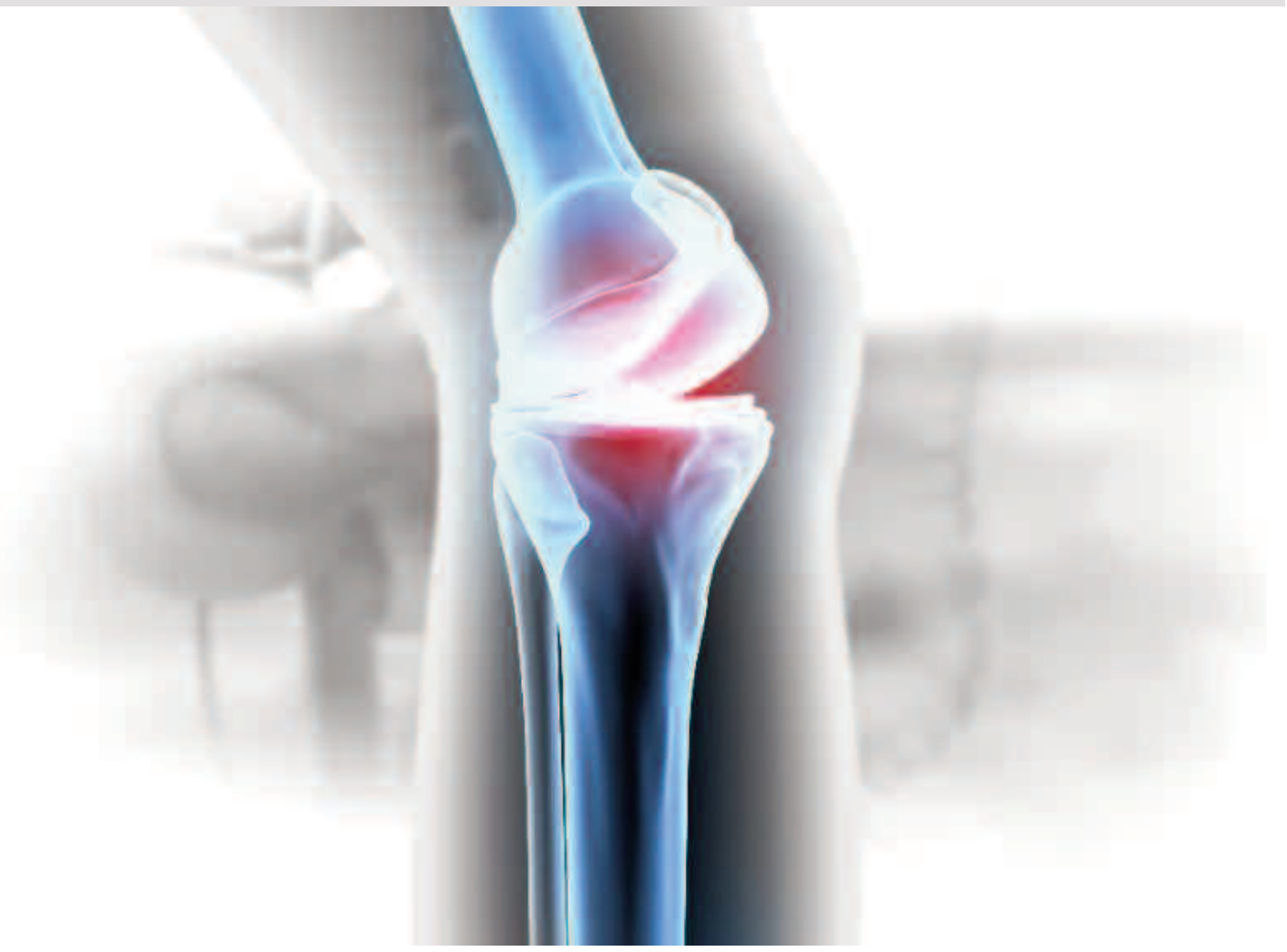


La nouvelle méthode prônée par l'équipe de chercheurs permet notamment d'avoir une information précise sur le stock de carbone présent dans les écosystèmes. Plus généralement, les données permettent de connaître les évolutions naturelles dans le bilan carbone, quand les méthodes utilisées jusqu'alors suivaient principalement les résultats des politiques de gestion des émissions de CO2.

Un premier bilan depuis l'accord de Paris

En 2023, un premier bilan mondial doit être effectué pour connaître les premiers effets des décisions prises lors de l'accord de Paris sur le climat en 2015, qui prévoit de maintenir l'augmentation de la température moyenne de la planète bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. La nouvelle méthode prônée par les chercheurs pourrait ainsi permettre d'obtenir des résultats plus vastes et plus détaillés. Les chercheurs indiquent notamment qu'ils ont obtenu des données pour des pays n'ayant plus déclaré leurs émissions depuis dix ans.

Les premières observations des chercheurs montrent qu'un certain nombre de pays ont émis plus de CO2 qu'ils n'en ont absorbé entre 2015 et 2020. C'est surtout le cas des États-Unis et de la Chine, mais aussi de l'Inde, du Brésil ou de l'Indonésie. D'autres pays, comme la Russie, l'Argentine ou le Canada, ont à l'inverse éliminé plus de CO2 qu'ils n'en ont émis sur la même période.



Chondrocalcinose : symptômes, comment la soigner ?

La chondrocalcinose se caractérise par le dépôt de cristaux de pyrophosphates de calcium sur les articulations, en particulier celles du poignet et du genou. S'il ne s'agit pas d'une maladie grave, elle est cependant très fréquente surtout chez les femmes de plus de 65 ans.

Définition :
c'est quoi une chondrocalcinose ?
La chondrocalcinose est une arthropathie microcristalline très fréquente particulièrement chez les femmes de plus de 65 ans. "On surnomme la chondrocalcinose "la pseudo goutte" car les crises sont très semblables de par leur caractère aigu et brutal", explique le Dr Valérie Berton, rhumatologue. Dans le cas de la chondrocalcinose, il s'agit de cristaux de pyrophosphates de calcium qui se déposent sur certaines articulations. "Ces cristaux se déposent de façon chronique et s'enflamment de temps en temps. La maladie n'est pas grave bien qu'il existe des formes sévères et n'est, en général, pas douloureuse sauf durant les crises".

Quelles sont les causes d'une chondrocalcinose ?
Dans l'immense majorité des cas, il n'y a pas de causes à la chondrocalcinose. Mais dans certains cas, elle peut être favorisée par certaines maladies comme l'hyperparathyroïdie et l'hémochromatose.

Hémochromatose :
définition, symptômes et diagnostic
Première maladie génétique en France, l'hémochromatose atteint 1 Français sur 300, soit 200 000 patients. Cette maladie est due à une absorption excessive du fer alimentaire. Définition, symptômes, test génétique, traitements... Ce qu'il faut savoir.

Où s'accumulent les cristaux dans la chondrocalcinose ?
Les cristaux s'accumulent principalement sur les articulations du poignet, des genoux ou même au niveau du pubis. "Cas moins fréquent et donc sous-diagnostiqué, la chondrocalcinose peut toucher le rachis cervical haut (1er et 2eme cervicales).
Cela peut engendrer des douleurs cervicales intenses avec beaucoup de fièvre et peut être très invalidant", prévient la rhumatologue.

Quels sont les symptômes d'une chondrocalcinose ?

La chondrocalcinose est très souvent asymptomatique.
En cas de crise aiguë, on constate un épanchement articulaire avec le poignet très rouge, brutalement gonflé et très chaud. La chondrocalcinose peut également engendrer une arthrose du genou.

Arthrose du genou : symptômes, traitements de la gonarthrose
Appelée gonarthrose, l'arthrose du genou toucherait 30% des plus de 65 ans. Ce n'est pas l'arthrose la plus fréquente mais elle est très invalidante car elle touche de grosses articulations supportant le poids du corps.

Comment pose-t-on le diagnostic d'une chondrocalcinose ?
Il existe plusieurs façons de poser le diagnostic. La façon la plus classique est la radiologie.
"Lorsqu'on procède à une radio du poignet ou du genou, on découvre un liseré qui recouvre le ligament triangulaire du carpe lorsque le poignet est touché ou le cartilage de la rotule lorsqu'il s'agit du genou."
Il est également possible de poser le diagnostic en ponctionnant l'articulation gonflée et en analysant le prélèvement au laboratoire.

Comment soigner une chondrocalcinose ?
Plusieurs lignes de traitement sont possibles :
La colchicine, qui est le même médicament proposé contre la crise de goutte ;
Les anti-inflammatoires mais les personnes âgées ont souvent des contre-indications aux anti-inflammatoires ;
La cortisone ;
L'infiltration de l'articulation en crise.
Quelle alimentation en cas de chondrocalcinose ?
L'alimentation n'a aucun impact sur la progression ou non de la maladie.

Algodystrophie du pied : c'est quoi, raideur, que faire ?



L'ALGODYSTROPHIE ou "syndrome douloureux régional complexe" est une réaction imprévisible qui peut toucher un ou plusieurs membres à la suite d'un traumatisme, comme le pied. Comment le reconnaître et le soigner ? Conseils.
L'algodystrophie ou "syndrome douloureux régional complexe", est une réaction imprévisible qui peut toucher un ou plusieurs membres à la suite d'un traumatisme (entorse, fracture...). Comment le reconnaître et le soigner ?
Que faire contre les douleurs et enraidissements ? Réponses avec le docteur Charles-Marie Dujardin, médecin généraliste et algologue à la clinique médicale et cardiologique d'Aressy, Pau.

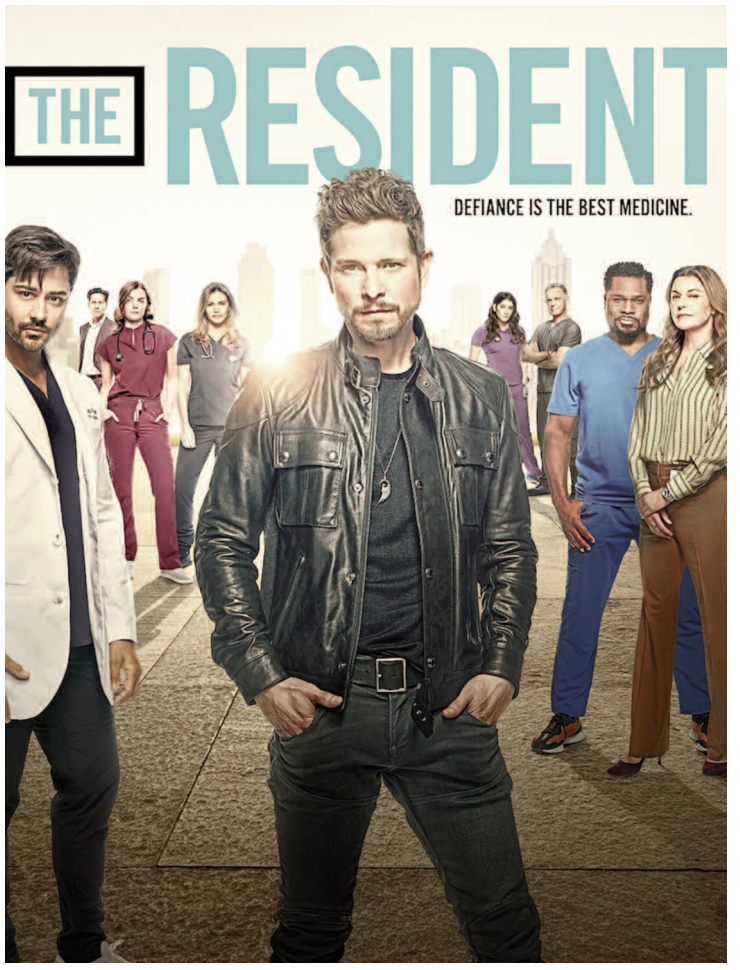
Qu'est-ce que l'algodystrophie du pied ?
L'algodystrophie est l'ancienne appellation pour du "syndrome douloureux régional complexe". Il s'agit d'une réaction complexe et disproportionnée qui se développe sur ou ou plusieurs membres, après un traumatisme ou une chirurgie. Il peut toucher tous les membres du corps, dont le pied.
Le membre incriminé "peut développer une réaction d'hypersensibilité qui se manifeste par des phénomènes douloureux et inflammatoires", explique le docteur Charles-Marie Dujardin, médecin généraliste et algologue à la clinique d'Aressy.

Quelles sont les causes de l'algodystrophie du pied ?
"Il s'agit d'un dysfonctionnement d'un certains nombres de voies neurologiques de l'organisme, dont les voies de la douleur qui sont hypersensibilisées, et le système nerveux autonome avec notamment le système sympathique qui régule tout ce qui est automatique et involontaire, comme l'état de dilatation des vaisseaux, la sudation, la trophicité des tissus musculaires ou cutanés", informe le médecin.
Qu'il s'agisse du pied ou d'un autre membre, on relève deux types de causes de l'algodystrophie, "celles consécutives à un traumatisme comme une entorse ou une fracture par exemple, et celles consécutives à un traumatisme d'un nerf".

Quels sont les symptômes de l'algodystrophie du pied ?
L'algodystrophie du pied se détecte "dans les semaines ou les mois après le traumatisme, lorsque les phénomènes inflammatoires et douloureux ne sont plus en corrélation avec le traumatisme initial. Ces phénomènes s'amplifient, répondent mal aux traitements habituels et perdurent dans le temps alors qu'ils devraient s'atténuer comme au décours d'un traumatisme simple", explique le docteur Dujardin. Après des prises de sang et une radio éliminant d'autres complications, le diagnostic de syndrome douloureux régional complexe peut être évoqué.
Le syndrome comporte trois phases d'évolution.

► Lors de la phase chaude, qui varie classiquement entre un et six mois mais peut s'étendre jusqu'à un an, "le syndrome se manifeste par des phénomènes douloureux et inflammatoires. Le patient peut développer une réaction d'hypersensibilisation au niveau du membre incriminé qui peut rester rouge, se mettre à transpirer, gonfler" relate le docteur.

► "Dans un second temps, les phénomènes inflammatoires et douloureux diminuent mais les troubles trophiques apparaissent, ajoute-t-il, la peau est fragilisée, les muscles perdent en tonicité, les articulations s'enraidissent et on peut constater en conséquence une perte de mobilité".
Le pied bouge moins bien, le patient peut ressentir comme une sensation de lourdeur.
► En fonction de la récupération du patient, on peut observer une phase séquellaire ou le pied va se raidir et il sera plus difficile de l'utiliser.
"Il faut éviter les anti-inflammatoires car l'inflammation permet d'amener les cellules immunitaires de réparation des tissus au niveau de la zone lésée".



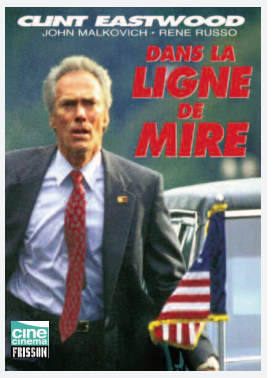


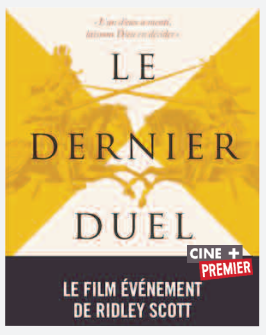






JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h55 Série dramatique 2022, Etats-Unis — TF1
The Resident

21h00 Téléfilm policier 2023, France — France 2
Les siffleurs

20h55 Jeu 2023 — M6
Top chef

21h00 Football : Ligue des champions — CANAL+
Real Madrid / Liverpool

20h45 Les routes les plus dangereuses du monde — W9
Fast and Furious à L.A : péril sur les routes de Californie

20h50 Cinéma - Film de suspense — CINE + FRISSON
1993, Etats-Unis
Dans la ligne de mire

21h05 Cinéma - Film d'action — 6ter
2000, Etats-Unis, Allemagne
Charlie et ses drôles de dames

20h50 Cinéma - Drame historique 2021 — CINE + PREMIER
Le dernier duel

20h55 Série policière 2020, France — C8
Mongeville

20h50 Cinéma - Comédie dramatique 2022 — CINE CINEMA
Chronique d'une liaison passagère

21h00 Cinéma - Comédie — CINE + FAMIZ
2009, Etats-Unis
Adventureland, job d'été à éviter

21h15 Culture Infos - Société — TMC
2023, France
Le doc Quotidien

21h00 la chaine CANAL+ SERIES



Série d'horreur 2021, Etats-Unis
Saison 7 Épisode 9/10

Fear the Walking Dead

Paul, un musicien sourd, découvre Alicia inconsciente et la ramène chez lui pour prendre soin d'elle. A son réveil, elle raconte que sa traque a couté la vie à plusieurs de ses compagnons. Arnold est décidé à faire payer à Alicia tous ses morts.

22h35

Série de suspense 2020, Espagne, Japon
Saison 1 Épisode 5/6

The Head

Maggie avoue à Johan qu'elle a trouvé un pull imbibé de sang dans la mallette de Sarah Jackson. La jeune médecin est persuadée que les autres membres de l'équipe étaient venus chercher ce vêtement dans l'ancienne station Polaris V, seule preuve que Sarah Jackson a bien été assassinée. Durant tous ces événements, Annika s'est montrée particulièrement troublée.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:16	12:39	16:02	18:40	19:59
CONSTANTINE	05:22	12:45	16:08	18:46	20:05
ALGER	05:34	12:57	16:20	18:58	20:17
OUARGLA	05:30	12:52	16:16	18:54	20:12
CHLEF	05:42	13:04	16:28	19:06	20:24
MOSTAGANEM	05:47	13:09	16:33	19:11	20:29
ORAN	05:51	13:12	16:37	19:14	20:32

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7539 – MERCREDI 15 MARS 2023

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	20°	10°
Oran	22°	7°
Constantine	17°	4°
Ouargla	24°	15°

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

Le BEM et le bac du 5 au 15 juin

Le ministère de l'Education vient de dévoiler les dates des examens de fin d'année scolaire 2022/2023 pour le BEM et le BAC, qui se dérouleront durant les deux premières semaines du mois de juin.



Le calendrier des examens scolaires au titre de l'année 2023 a fixé la date de déroulement du BEM du lundi 5 au mercredi 7 juin prochain. L'examen du baccalauréat devrait avoir lieu du dimanche 11 au jeudi 15 juin, précise un communiqué du ministère. Le passage à la première année moyenne pour les élèves de la 5e année primaire se fera, faut-il le rappeler, cette année en calculant la moyenne annuelle de l'évaluation continue (total des moyennes des trois trimestres divisé par trois).

Cet examen a été remplacé, à compter de cette année scolaire, par un examen d'évaluation des acquis de la phase d'enseignement primaire, ou ce qu'on appelle «l'examen alternatif» à la cinquième. Cette évaluation, venue en remplacement de l'examen de fin du cycle primaire, qui n'est plus en vigueur depuis l'année dernière, est programmée entre le 2 et le 24 mai prochain, et les résultats ne seront pas comptabilisés dans les moyennes de passage au cycle moyen. Elle vise principalement à diagnostiquer les lacunes chez les élèves en vue d'y remédier.

Selon le ministère de l'Education nationale, les inspecteurs de l'enseignement primaire, en coordination directe avec les chefs d'établissement, décideront de la date de la tenue de cet examen d'évaluation selon la spécificité de chaque wilaya et selon la circonscription d'inspection.

L'instauration de cet examen d'évaluation a été motivée par le taux d'échec scolaire durant la première année du cycle moyen, qui est qualifié d'élevé. Raison pour laquelle le ministère de l'Education a opté pour un nouvel examen, un examen d'évaluation des connaissances et acquis des élèves dont la note ne sera pas prise en considération pour le passage.

Cet examen d'évaluation permettra aux futurs enseignants de l'élève de connaître ses acquis mais aussi ses faiblesses. C'est un système d'évaluation qui est pratiqué dans les systèmes éducatifs des pays les plus développés, a argumenté Abdelhakim Belabed.

Saluant les efforts «colossaux et le haut sens éducatif» de toutes les composantes de la communauté éducative, le ministère de l'Education nationale a appelé tout un chacun à une préparation optimale aux examens du BEM et du baccalauréat.

Le ministère a également souhaité le succès et la réussite à l'ensemble des élèves.

Il convient de rappeler que les inscriptions aux examens du baccalauréat et du BEM de l'année scolaire 2022-2023 ont été programmées le 6 novembre 2022 sur la plate-forme numérique mise à la disposition des établissements d'enseignement.

Pour les candidats scolarisés, ce sont les directeurs d'établissement qui ont procédé à l'inscription des élèves concernés par ces examens via la plate-forme numérique du ministère, et ce afin d'épargner aux élèves et à leurs parents d'éventuels tracas liés aux inscriptions, a expliqué le communiqué.

Les candidats libres, quant à eux, se sont inscrits via les sites électroniques de l'Office national des examens et concours (ONEC) : https://bac.onec.dz po ur le baccalauréat et https://bem.onec.dz pour le BEM, a indiqué le communiqué.

Pour ce qui est du calendrier des vacances scolaires, celui-ci a également été fixé. Ainsi, les vacances de printemps pour toutes les zones géographiques, débuteront dans la soirée du jeudi 23 mars 2023 et prendront fin le dimanche 9 avril 2023 au matin. Les vacances d'été, toutes régions confondues, auront lieu à partir de la soirée du mardi 4 juillet 2023 pour les enseignants. Pour le personnel administratif, le congé d'été commencera après l'achèvement des tâches administratives liées à la fin de l'année scolaire (tenue des réunions des commissions d'admission et d'orientation, publication des résultats des examens officiels et remise de divers documents aux élèves) et la préparation de la rentrée de septembre.

Lynda Louifi

BÉNÉVOLAT SANITAIRE À TIPASA

Des chirurgiens ophtalmologistes au chevet des malades

UNE ÉQUIPE médicale algéro-suisse spécialisée dans les maladies et la chirurgie oculaire de Suisse et de l'EPH de Sidi Ghilès, à l'ouest de la wilaya de Tipasa, a procédé à une série d'examens médicaux et d'interventions chirurgicales dans le cadre d'un échange d'expertise et d'expérience dans cette spécialité.

Au total, plus de 100 interventions chirurgicales ont été programmées, et sont d'ailleurs déjà en cours, au profit de malades nécessiteux parmi des cas difficiles.

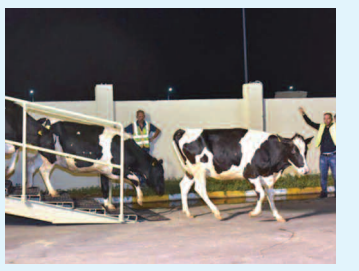
Organisée par le Croissant-Rouge algérien (CRA), en coordination avec l'Association humanitaire suisse Avenir, les interventions inscrites au titre de cette initiative de solidarité et de formation dureront une semaine et sont gérées par une équipe médicale composée de 23 personnes, dont des chirurgiens ophtalmologistes algériens et suisses, un médecin et des infirmiers spécialisés en réanimation et anesthésie, des aides-soignants, sous la supervision d'un professeur spécialiste en ophtalmologie. S'agissant des malades bénéficiaires de cette opération, ils ont été sélectionnés suite à des examens préalables réalisés au niveau de la polyclinique de Cherchell, a indiqué le directeur de l'hôpital de Sidi Ghilès.

«L'opération a englobé des nécessiteux des différentes régions de la wilaya, avec une priorité accordée aux cas difficiles et complexes», a-t-il ajouté. Il s'agit des Deuxièmes journées chirurgicales du genre après celles de 2019, avec la même association, et ayant donné lieu à la réalisation de 130 interventions ophtalmologiques, a-t-il précisé.

En outre, la présidente de l'association Avenir, Zahra Iguer Belmokhtar, d'origine algérienne et résidant en Suisse depuis 60 ans, a souligné, pour sa part, que cette initiative vise notamment un «échange d'expériences et la formation des médecins algériens aux dernières nouveautés dans le domaine de l'ophtalmologie, tout en prêtant assistance aux pauvres, aux nécessiteux et aux cas difficiles». «Nous activons en Algérie depuis 2017, où nous avons créé une association caritative algérienne Imane El Mustakbal, qui a été jumelée avec l'association suisse Avenir pour mener ce type d'initiatives, à l'instar de celle organisée à la fin du mois de février dernier sur la gynécologie et l'obstétrique à M'sila, en coordination avec le CRA», a-t-elle expliqué.

Présente sur place, la présidente du Croissant-Rouge algérien (CRA), Ibtissam Hamlaoui, a réitéré l'inscription de cette opération «au cœur des missions du CRA pour accompagner toute initiative caritative et solidaire», soulignant que le rôle de son organisation humanitaire a consisté en l'»assistance de l'association suisse au volet logistique et à faciliter l'introduction en Algérie de matériel médical, en coordination avec les ministères de la Santé et de l'Industrie pharmaceutique».

T. Bouhamidi



EN PRÉVISION DU RAMADHAN

Importation de 10 000 têtes bovines

AFIN de répondre à la demande croissante en viande rouge, notamment avant et durant le mois du Ramadhan, 10.000 têtes de bovines destinées à l'abattage seront importées à partir du 18 mars prochain. Le marché des wilayas du nord du pays sera renforcé par les viandes rouges produites à partir de l'abattage du bétail importé dans le cadre du commerce de troc dans les wilayas du sud. Cela en application des instructions du ministre du Commerce et de la Proomotion des exportations, Kamel Rezig, concernant la mise en place d'un système permettant l'acheminement de ces viandes rouges à partir des wilayas de Tamanrasset et Adrar en direction des wilayas du nord. Cette opération doit comprendre prochainement la wilaya d'Illizi étant donné que les abattoirs sont disponibles au sud. Selon le directeur général du contrôle économique et de la répression des fraudes au ministère du Commerce, Ahmed Mokrani, des équipes de contrôle ont été mobilisés au niveau des abattoirs d'Adrar et de Tamanrasset en coordination avec les services agricoles afin de mettre en place le système de traçabilité des cargaisons de viandes rouges. Mokrani a indiqué que les premières quantités des viandes rouges importées «arriveront dans les prochains jours et seront soumises à un contrôle strict», soulignant que l'équipe d'inspection sera mobilisée au niveau des points de vente relevant du groupe public ALVIAR ainsi que des boucheries qui seront choisies pour la vente de ces viandes. La liste des commerçants et des opérateurs concernés par la vente de ces viandes importées sera dévoilée prochainement par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, «sur la base de laquelle une équipe de contrôle sera orientée pour suivre la traçabilité de ces viandes à partir des postes frontaliers jusqu'à la commercialisation pour le consommateur au prix fixé par les pouvoirs publics» a-t-il précisé. Ce responsable a également précisé que le prix de ces viandes au sud du pays oscille actuellement entre 1 000 et 1 050 Da/kg et que le ministère œuvrera à sensibiliser les opérateurs économiques du nord pour les vendre à des prix «raisonnables». Sachant que le nombre des têtes de bétail importées dans le cadre du commerce de troc dans les wilayas du sud est passé de 36.000 têtes en 2021 à 145.000 têtes en 2022.

Rim Boukhari